

RONA

RAPPORT DE GESTION ET ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2012

BÂTIR
SUR NOS
FORCES



// FAITS SAILLANTS DU PLAN DE TRANSFORMATION 2013 – 2015

Avec son plan de transformation 2013-2015, RONA a entrepris de mettre à exécution ses priorités stratégiques, de consolider sa position de chef de file et de retrouver une performance hors pair. Le plan permettra à la Société de devenir plus efficace alors que les processus administratifs simplifiés permettront d'éliminer les tâches et les dépenses non essentielles.

RONA profite déjà d'un réseau qui se distingue par sa diversité. La priorité est d'améliorer notre commercialisation, notre stratégie de prix et notre service en magasin ainsi qu'aux marchands franchisés et affiliés. Dans l'ensemble, nous voulons nous assurer que RONA répond aux besoins et aux attentes de ses clients.

Cela signifie par ailleurs que nous devons optimiser ou rationaliser les activités non stratégiques et moins performantes, comme la Division du marché commercial et professionnel et le réseau de magasins à grande surface à l'extérieur du Québec.

Nous travaillons déjà à consolider, à optimiser et à faire croître nos segments d'affaires stratégiques, qui se caractérisent par une forte rentabilité. Pour RONA, il ne fait aucun doute que les marchands et magasins de proximité canadiens, ainsi que les bannières chefs de file québécoises font partie de nos priorités.

CAPITALISER SUR
LES FORCES
DE NOS ACTIVITÉS
STRATÉGIQUES

3 PRIORITÉS STRATÉGIQUES

MAXIMISER LE
POTENTIEL D'UN
MODÈLE D'AFFAIRES
SIMPLIFIÉ

ACCÉLÉRER LA
CROISSANCE DE
NOS SEGMENTS DE
CLIENTÈLE CLÉS AVEC
UNE PROPOSITION
DE VALEUR PLUS
ATTRAYANTE

ACCROÎTRE
NOTRE RENDEMENT
SUR CAPITAL

AMÉLIORER
NOTRE EFFICACITÉ

VISION

La stratégie de RONA vise à améliorer l'offre de distribution nationale pour les marchands, à optimiser les modèles de proximité pour les consommateurs et les entrepreneurs dans tout le Canada et à consolider sa position de chef de file au Québec.

3 PRIORITÉS FINANCIÈRES

OPTIMISER
NOTRE STRUCTURE DE CAPITAL

MESSAGE DU PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL

Nos actionnaires, nos clients, nos marchands et nos employés souhaitent un retour à la prospérité et c'est exactement ce sur quoi l'équipe renouvelée du conseil d'administration et la direction se penchent depuis le début de l'année 2013.

RONA est une formidable entreprise qui a connu un essor considérable au cours de son histoire. Au fil des ans, elle est devenue le plus important détaillant et distributeur de produits de quincaillerie, de rénovation et de jardinage au Canada. Mais nous œuvrons dans un environnement compétitif et dynamique et dans ce contexte, il est tout à fait normal que des entreprises comme RONA connaissent des soubresauts et des écueils.

Il faut donc faire les ajustements qui s'imposent rapidement et avec discernement afin de maintenir notre position de chef de file dans l'industrie. L'équipe de direction a déjà identifié des pistes qui nous permettront d'améliorer notre efficacité, d'optimiser notre bilan et d'afficher les résultats que la Société mérite.

Je crois fermement que nous réussirons rapidement à redresser la Société en demeurant notamment axés sur la satisfaction de nos clients. Et nous avons tout ce qu'il faut pour y arriver : un réseau unique, une marque respectée et surtout, des équipes qui ont à cœur le succès et le rayonnement de RONA au Canada.



ROBERT CHEVRIER
Président exécutif du conseil d'administration

MESSAGE DU CHEF DE LA DIRECTION PAR INTÉRIM ET PREMIER VICE-PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE

En 2012, nous avons gardé le cap sur la réalisation de notre plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions* et sur les initiatives visant à améliorer le rendement de la Société, conformément à nos trois priorités financières. Bien que nos résultats financiers aient été inférieurs à nos attentes, nous avons maintenu une gestion disciplinée de notre structure de capital et généré des flux monétaires libres.

Au cours des derniers mois, nous avons entrepris une réévaluation complète de tous les volets de nos activités pour identifier de nouvelles occasions de création de valeur. Basé sur les résultats de cette révision, l'équipe de direction, avec l'appui du conseil d'administration, travaille énergiquement pour tirer parti de la solide position financière de la Société et transformer de nombreux volets de nos activités qui ont freiné notre rendement global.

Des équipes se consacrent actuellement à la planification et à la mise en œuvre des initiatives qui conduiront aux résultats visés, à court et à long termes par le plan de transformation 2013-2015 de RONA. Les mesures à court terme de réaménagement des fonctions de soutien et du mode de fonctionnement entraîneront, selon nos prévisions, une amélioration du BAIIA de 35 à 45 millions de dollars. Ces bénéfices et les fonds libérés de nos actifs non stratégiques seront réinvestis dans nos activités stratégiques afin que nous puissions fournir la meilleure offre de l'industrie. C'est ce que les consommateurs et entrepreneurs attendent de nous. Tirer parti de ventes comparables positives, dans un contexte économique plus constructif, bonifierait les retombées favorables de ces initiatives.



DOMINIQUE BOIES
Chef de la direction par intérim et premier vice-président et chef de la direction financière

RONA ÉVOLUE EN TEMPS RÉEL
ET ACCÉLÉRÉ

// EN LIGNE À

rapportdavenir.rona.ca

Rapport de gestion	3
Rapport de la direction relativement aux états financiers consolidés	18
Rapport de l'auditeur indépendant	19
États consolidés du résultat net et des autres éléments du résultat global	20
États consolidés des variations des capitaux propres	21
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	23
États consolidés de la situation financière	24
Notes complémentaires	25

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE FINANCIER TERMINÉ LE 30 DÉCEMBRE 2012

RONA est le plus important distributeur et détaillant canadien de produits de quincaillerie, de rénovation et de jardinage. La Société exploite, sous diverses bannières, plus de 800 magasins corporatifs, franchisés et affiliés de dimensions et de formats variés, ainsi qu'un réseau de 14 centres de distribution en quincaillerie et matériaux de construction. RONA est également un chef de file dans le marché spécialisé de la plomberie et des systèmes de climatisation, chauffage et ventilation ciblant une clientèle principalement commerciale et professionnelle avec un réseau de près de 60 points de vente et quatre centres de distribution à travers le pays. Avec près de 30 000 employés, le réseau de magasins RONA génère des ventes consolidées de 4,9 milliards de dollars pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012.

Les ventes de RONA comprennent :

- des ventes au détail, effectuées dans les magasins corporatifs détenus par RONA;
- les redevances sur les ventes au détail effectuées par les magasins franchisés;
- la quote-part des ventes au détail des magasins franchisés dans lesquels RONA détient une participation;
- des ventes en gros effectuées à des magasins franchisés (nettes des quotes-parts de RONA dans ces derniers);
- des ventes en gros effectuées à des magasins affiliés appartenant à des propriétaires exploitants indépendants.

ÉTATS FINANCIERS

Le présent *Rapport de gestion* doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société et les notes complémentaires pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012. Les présents états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Les montants figurant dans ces états financiers sont libellés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. RONA a déposé ses états financiers consolidés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et il est possible de les consulter sur le site www.sedar.com ou celui de RONA au www.rona.ca.

MESURES DE PERFORMANCE NON CONFORMES AUX PCGR

Dans ce rapport, comme dans sa gestion interne, RONA utilise la notion de « bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements et participations ne donnant pas le contrôle (« BAIIA »). RONA utilise également la notion de « marge brute ajustée », laquelle correspond aux produits des activités ordinaires moins le coût des marchandises vendues, majorés des ajustements relatifs au soutien du réseau.

Bien que le BAIIA n'ait pas de sens normalisé par les IFRS, son usage est largement répandu dans l'industrie et dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations proprement dites, abstraction faite des considérations fiscales ainsi que de l'utilisation et du coût du capital. Quant à la marge brute ajustée, elle est utilisée par la direction pour analyser la rentabilité de son réseau, compte tenu des ajustements relatifs au soutien du réseau. Comme ces mesures ne sont pas normalisées, elles peuvent ne pas être comparables d'une société à une autre. Cependant, RONA l'établit de la même façon pour chacun de ses secteurs identifiés et, sauf mention expresse, sa méthode ne change pas dans le temps. Le BAIIA et la marge brute ajustée ne doivent pas être considérés isolément ou comme substitués aux autres mesures de performance calculées selon les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires. Aussi RONA présente comme information supplémentaire l'impact des éléments inhabituels et des éléments non récurrents sur les résultats de 2012 et 2011 (se référer aux sections « éléments inhabituels » et « éléments non récurrents » pour plus de détails).

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de ces deux mesures, incluant l'impact des éléments inhabituels et éléments non récurrents :

Rapprochement des mesures non conformes aux PCGR

(non audités, en milliers de dollars, sauf pour les marges exprimées en pourcentage)	Pour l'exercice terminé			
	30 décembre 2012	25 décembre 2011	Variation \$ sur 2011	Variation % sur 2011
Produits des activités ordinaires	4 884 016	4 804 584	79 432	1,7%
Coût des marchandises vendues	(3 552 340)	(3 455 301)	(97 039)	(2,8%)
Marge brute	1 331 676	1 349 283	(17 607)	(1,3%)
Marge brute en % des produits	27,27 %	28,08 %		-81 p.b.
Ajustements liés au soutien du réseau ⁽¹⁾	106 331	107 931	(1 600)	(1,5%)
Marge brute ajustée	1 438 007	1 457 214	(19 207)	(1,3%)
Marge brute ajustée en % des produits	29,44 %	30,33 %		-89 p.b.
Marge brute ajustée (excluant éléments inhabituels)	1 445 514	1 475 879	(30 365)	(2,1 %)
Marge brute ajustée en % des produits (excluant éléments inhabituels)	29,60 %	30,72 %		-112 p.b.
Marge brute ajustée (excluant éléments inhabituels et éléments non récurrents)	1 448 014	1 475 879	(27 865)	(1,9 %)
Marge brute ajustée en % des produits (excluant éléments inhabituels et éléments non récurrents)	29,65 %	30,72 %		-107 p.b.
Frais de vente, généraux et d'administration ajustés	(1 275 644)	(1 216 659)	(58 985)	(4,8 %)
Frais de vente, généraux et d'administration ajustés (excluant éléments inhabituels)	(1 245 137)	(1 206 662)	(38 475)	(3,2 %)
Frais de vente, généraux et d'administration ajustés (excluant éléments inhabituels et éléments non récurrents)	(1 218 544)	(1 206 662)	(11 882)	(1,0 %)
Loyers	(130 740)	(134 189)	3 449	2,6 %
BAlIA avant loyers	293 103	374 744	(81 641)	(21,8 %)
BAlIA avant loyers (excluant éléments inhabituels)	331 117	403 406	(72 289)	(17,9 %)
BAlIA avant loyers (excluant éléments inhabituels et éléments non récurrents)	360 210	403 406	(43 196)	(10,7 %)
Marge du BAlIA avant loyers (BAlIA avant loyers/produits)	6,00 %	7,80 %		-180 p.b.
Marge du BAlIA avant loyers (BAlIA avant loyers/produits, excluant éléments inhabituels)	6,78 %	8,40 %		-162 p.b.
Marge du BAlIA avant loyers (BAlIA avant loyers/produits, excluant éléments inhabituels et éléments non récurrents)	7,38 %	8,40 %		-102 p.b.
BAlIA	162 363	240 555	(78 192)	(32,5 %)
BAlIA (excluant éléments inhabituels)	200 377	269 217	(68 840)	(25,6 %)
BAlIA (excluant éléments inhabituels et éléments non récurrents)	229 470	269 217	(39 747)	(14,8 %)
Marge du BAlIA (BAlIA/produits)	3,32 %	5,01 %		-169 p.b.
Marge du BAlIA (BAlIA/produits, excluant éléments inhabituels)	4,10 %	5,60 %		-150 p.b.
Marge du BAlIA (BAlIA/produits, excluant éléments inhabituels et éléments non récurrents)	4,70 %	5,60 %		-90 p.b.
Produits financiers	(5 333)	(5 262)	(71)	(1,3 %)
Dépréciation du goodwill	-	(117 000)	117 000	100,0 %
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers	(115 735)	(149 736)	34 001	22,7 %
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers (excluant éléments inhabituels)	(109 481)	(107 055)	(2 426)	(2,3 %)
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers (excluant éléments inhabituels et éléments non récurrents)	(98 196)	(107 055)	8 859	8,3 %
Résultat opérationnel	41 295	(31 443)	72 738	231,3 %
Résultat opérationnel (excluant éléments inhabituels)	85 563	156 900	(71 337)	(45,5 %)
Résultat opérationnel (excluant éléments inhabituels et éléments non récurrents)	125 941	156 900	(30 959)	(19,7 %)
Résultat net attribuable aux actions participantes	8 029	(86 367)	94 396	109,3 %
Résultat net attribuable aux actions participantes (excluant éléments inhabituels)	40 455	86 948	(46 493)	(53,5 %)
Résultat net attribuable aux actions participantes (excluant éléments inhabituels et éléments non récurrents)	70 032	86 948	(16 916)	(19,5 %)
Résultat net dilué par action	0,07	(0,66)	0,73	110,6 %
Résultat net dilué par action (excluant éléments inhabituels)	0,33	0,66	(0,33)	(50,0 %)
Résultat net dilué par action (excluant éléments inhabituels et éléments non récurrents)	0,57	0,66	(0,09)	(13,6 %)

⁽¹⁾ Correspond aux autres coûts encourus pour amener le stock à l'endroit et dans l'état où il se trouve.

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de RONA prend fin le dernier dimanche de chaque année et compte habituellement 52 semaines. Aux fins de la présentation de l'information financière intermédiaire, la clôture des trimestres a lieu le dernier dimanche de mars, de juin, de septembre et de décembre, respectivement et comportent généralement 13 semaines. L'exercice terminé le 25 décembre 2011 compte 52 semaines d'exploitation alors que celui qui s'est terminé le 30 décembre 2012 compte 53 semaines, et que le quatrième trimestre de 2012 compte 14 semaines.

POINTS SAILLANTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

RENSEIGNEMENTS CHOISIS

(en millions de dollars, pour le nombre d'actions et le bénéfice par action)

	Exercice financier		
	30 décembre 2012*	25 décembre 2011	26 décembre 2010
Ventes	4 884,0	4 804,6	4 819,6
Résultat net (perte nette) attribuable aux actions participantes	8,0	(86,4)	137,4
Par action, dilué	0,07	(0,66)	1,05
Résultat net attribuable aux actions participantes (excluant éléments inhabituels et non récurrents)	70,0	86,9	137,4
Par action, dilué (excluant les éléments inhabituels et non récurrents)	0,57	0,66	1,05
Total de l'actif	2 806,5	2 780,4	2 921,6
Dette à long terme	316,7	252,3	465,5
Actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice	121 408 037	127 200 189	130 071 782

* L'exercice terminé en décembre 2012 comporte 53 semaines.

Au début de 2010, la Société a déployé la Phase II de son plan stratégique 2008-2011 intitulé programme « Nouveau monde », lequel mettait un accent accru sur la croissance pendant la période 2010-2011. La reprise économique commencée en 2009 s'est poursuivie en 2010 à un rythme qualifié de lent par la Banque du Canada. Alors que l'économie se relevait, la confiance des consommateurs a enregistré une baisse au cours de l'année, et au deuxième semestre, on a constaté un ralentissement du marché du logement comparativement à 2009. En outre, les mesures d'incitation mises en place par les divers ordres de gouvernement en 2009 sous forme de crédit d'impôt ont pris fin au début de 2010. Ces conditions défavorables ont atténué les effets des initiatives de croissance lancées par la Société en 2010.

Le premier semestre de 2011 a été une période particulièrement difficile dans l'industrie canadienne de la rénovation et de la construction, l'incertitude qui planait sur l'économie mondiale plombant la confiance des consommateurs et la poussant vers des niveaux récessionnaires. La prudence des consommateurs et des conditions météorologiques très défavorables partout dans le pays ont exercé une pression considérable sur les ventes comparables et sur le résultat net de RONA. À la fin du deuxième trimestre, la Société avait mis en place des mesures visant l'amélioration de l'efficacité et l'optimisation de la structure de capital, mesures qui ont rapidement porté des fruits et permis à RONA de faire état de résultats nets similaires à ceux du trimestre correspondant de 2010, malgré une baisse de 7,3 % des ventes comparables.

Comme nous le mentionnons ci-dessous, en 2012, RONA a lancé son nouveau plan d'entreprise intitulé *Nouvelles réalités, nouvelles solutions*. Le plan nous permet de raffiner le concept de magasin de proximité sans devoir faire des investissements considérables. Même si le renouvellement du concept de magasin de proximité est au cœur du plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions*, ce programme a été lancé après un examen approfondi de l'amélioration de la productivité de tous les magasins RONA au pays. Le plan a généré des retombées annuelles récurrentes de 10,5 millions de dollars, avec des coûts inhabituels ponctuels de 44,3 millions et des dépenses en immobilisations de 10,0 millions financés par la vente d'actifs pour 16,5 millions. Les initiatives de ventes et les retombées positives du plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions* lancé en 2012 ont partiellement compensé les incidences négatives du changement de mixte de produits et la concurrence accrue. Pour l'exercice 2012, le résultat net, avant éléments inhabituels et non récurrents, attribuable aux actions participantes net du dividende sur les actions privilégiées est passé de 86,9 millions de dollars, ou 0,66 \$ par action (dilué) en 2011 à 70,0 millions, ou 0,57 \$ par action (dilué).

MISE A JOUR SUR L'ORIENTATION STRATEGIQUE DE LA SOCIETE

Le plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions*

Annoncé en février dernier, le plan d'affaires 2012 de RONA avait pour thème *Nouvelles réalités, nouvelles solutions*. Il reconnaissait la nécessité d'adapter l'offre de notre industrie à de nouvelles attentes et aux changements dans les habitudes de consommation chez un grand nombre de consommateurs. Il visait en outre à améliorer le rendement de nos magasins les moins rentables. Ce nouveau plan capitalise sur nos constants efforts de recherche de marché incluant des études sur les attentes et

le comportement du consommateur, ainsi que sur l'expérimentation continue de nouveaux formats de magasin et de nouvelles formules de vente au détail. Les nouveaux formats de magasins donnent des résultats prometteurs, comme le laissait entrevoir la tendance favorable aux magasins de plus petite taille observée au cours des récents trimestres; ces nouveaux magasins affichent déjà une performance supérieure à celle des magasins à grande surface qu'ils ont remplacés.

En plus de positionner RONA à l'avant-garde de son industrie, le plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions* a été bâti en fonction des trois grandes priorités financières annoncées par la Société au troisième trimestre 2011, soit l'amélioration de l'efficacité, l'optimisation de la structure de capital et l'augmentation du rendement sur capital. Le plan sera un important levier d'amélioration du rendement sur capital. Lors de sa mise en place, une contribution annualisée au BAIIA estimée à 10 millions de dollars à compter du quatrième trimestre 2012, à plus de 30 millions pour l'exercice 2013 et plus de 40 millions à compter de 2014 était prévue.

Au début du quatrième trimestre, nous avons reporté à une date ultérieure le déploiement du plan jusqu'à ce que nous finalisions la réévaluation complète des trois priorités stratégiques de la Société qui ont été annoncées au début de décembre 2012. Ainsi, nous avons intentionnellement reporté la fermeture de cinq magasins à grande surface. Ce report, a diminué la contribution annualisée du BAIIA estimée pour 2012, mais l'accélération de la transformation des magasins TOTEM a permis de compenser davantage cette situation. En conséquence, 10,5 millions de dollars de BAIIA ont été réalisés en 2012 par rapport à un objectif de 10 millions estimé. À l'exception de la transformation des magasins TOTEM dans le nouveau modèle de magasins de proximités RONA, laquelle est presque terminée, toutes les autres initiatives du plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions* ont été réévaluées et incorporées dans le nouveau plan de transformation de RONA annoncé plus tôt aujourd'hui.

Priorités financières

Nos trois priorités financières dictent toujours notre action. Cette approche disciplinée est centrée sur l'atteinte, à moyen terme, d'un rendement du capital supérieur à 10 %. Nous avons enregistré des progrès constants sous ce rapport au cours des quatre trimestres consécutifs terminés le 24 juin dernier. Cette tendance à la hausse a été interrompue au cours des deux derniers trimestres par un changement de la composition des ventes qui a favorisé des produits générant des marges plus faibles et par un environnement plus concurrentiel. La poursuite des initiatives d'optimisation de la structure de capital, notamment la gestion disciplinée des investissements, a toutefois atténué les effets de cette baisse sur le rendement de notre capital et maintenu la solidité de notre bilan.

Le tableau ci-dessous représente les réalisations depuis la mise en place des trois priorités financières de la Société au troisième trimestre de 2011.

PRIORITÉS FINANCIÈRES	RÉALISATIONS VS PRIORITÉS (excluant éléments inhabituels et non récurrents)								
	T3-2011	T4-2011	T1-2012	T2-2012	T3-2012		T4-2012 (14 semaines)	T4-2012 (13 semaines)	
1. AMÉLIORER L'EFFICACITÉ									
Tendance des ventes comparables à la hausse	✓	✓	✓	✓	-1%	✗	+2,9 %	+0,2 %	✓
Hausse de la marge brute ajustée en dollars	✓	✓	✓	✓	-20,3 M\$	✗	-10,0 M\$	-17,8 M\$	✗
Baisse des SG&A comparables	✓	✓	✓	✓	+2,2 M\$	✗	+16,4 M\$	+4,1 M\$	✗
Hausse de la marge de BAIIA	✓	✓	✓	✓	-187 p.b.	✗	-194 p.b.	-157 p.b.	✗
2. OPTIMISER LA STRUCTURE DE CAPITAL									
Vente d'actifs	✓	✓	✓	✓	0,0 M\$	✗	5,6 M\$	5,6 M\$	✓
CAPEX / Amortissements	✓	✓	✓	✓	0,8X	✓	0,9X	0,9X	✓
Rotation des inventaires	✓	✓	✓	✓	3,54 vs 3,39	✓	3,54 vs 3,42	3,54 vs 3,42	✓
Rachat d'actions	✓	✓	✓	✓	n/a*	n/a*	n/a*	n/a*	n/a*
3. ACCROITRE LE RENDEMENT DU CAPITAL									
BAII après impôts	✓	✓	✓	✓	-15,9 M\$	✗	-13,9 M\$	-10,6 M\$	✗
Gestion disciplinée du capital ⁽¹⁾	✓	✓	✓	✓	-24,1 M\$	✓	-43,1 M\$	-43,1 M\$	✓
Rendement du capital ⁽²⁾	✓	✓	✓	✓	4,8% vs 5,4%	✗	4,2 % vs 4,8 %	4,4 % vs 4,8 %	✗

(1) Capital correspond au fonds de roulement net plus immobilisations corporelles et incorporelles plus actifs non courants détenus en vue de la vente plus goodwill plus projets en cours plus autres actifs financiers et non courants plus actifs d'impôts différés moins autres passifs non courants moins passif d'impôts différés.

(2) Rendement du capital moyen correspond au BAII après impôts, excluant éléments inhabituels et non récurrents / capital moyen.

* La Société a été en période d'interdiction de transiger pour la majeure partie de ces trimestres.

Plan de transformation 2013-2015

Le 21 février 2013, RONA a annoncé un plan visant à transformer la Société et à accélérer la création de valeur pour ses parties prenantes. La haute direction de RONA s'est concentrée sur un certain nombre de priorités stratégiques qui redéfiniront le modèle d'affaires de la Société. La transformation, approuvée par le nouveau conseil d'administration de RONA, sera mise en œuvre dans les douze prochains mois et apportera une contribution croissante à la rentabilité. Les pleins bénéfices sont attendus dans les vingt-quatre mois suivant l'adoption du plan. L'information présentée ci-dessous représente les faits saillants du plan transformationnel 2013-2015 :

1. **Ajuster le modèle de soutien administratif pour mettre en place une organisation plus légère et efficace**
 - Amélioration prévue du BAIIA de 35 à 45 millions de dollars, une hausse de plus de 15 % au cours des 24 prochains mois
 - Réduction d'environ 15 % de l'effectif des unités administratives dans l'ensemble du Canada, soit 200 postes à temps plein
 - Coûts de restructuration estimés à 25 millions de dollars
2. **Mettre rapidement à exécution le plan d'amélioration de l'expérience client et améliorer la performance dans les secteurs suivants :**
 - Marchandisage
 - Stratégie de prix
 - Service en magasin et aux marchands franchisés et affiliés
3. **Optimiser / rationaliser les activités non-stratégiques ou sous-performantes :**
 - Division du marché commercial et professionnel
 - Réseau de magasins à grande surface en dehors du Québec
4. **Renforcer, exploiter pleinement et accroître nos activités dans nos marchés stratégiques où la rentabilité est déjà forte :**
 - Marchands canadiens
 - Magasins de proximité partout au pays, au service des consommateurs et des entrepreneurs
 - Bannières chefs de file au Québec

Les différentes initiatives du plan transformationnel 2013-2015 de RONA est en ligne avec les priorités stratégiques et financières de l'entreprise. Comme elle le fait déjà pour la divulgation de ses priorités financières, RONA présentera des mises à jour trimestrielles sur les initiatives particulières en cours et sur ses réalisations pour chacune de ses priorités stratégiques. Les indicateurs clés de performance pour plusieurs des initiatives du plan de transformation seront décrits et feront l'objet de rapport à mesure que le plan sera mis en œuvre.

RESULTATS CONSOLIDES POUR L'EXERCICE 2012

Les résultats analysés dans la présente section sont ceux de l'exercice terminé le 30 décembre 2012 et, lorsqu'ils sont comparés, ils sont comparés aux résultats de l'exercice terminé le 25 décembre 2011, à moins d'indication à l'effet contraire.

RONA compte deux secteurs d'activité isolables : (1) distribution et (2) détail et commercial.

Le secteur du détail et commercial regroupe les activités des magasins corporatifs et franchisés de RONA (« Détail ») ainsi que les activités de sa Division du marché commercial et professionnel (« Commercial »).

Voici un tableau résumé des résultats sectoriels de la Société.

Chiffres clés				
(en milliers de dollars)	30 décembre 2012 *	25 décembre 2011	Variation \$ sur 2011	Variation % sur 2011
Produits des secteurs				
Détail et commercial	3 692 229	3 660 827	31 402	0,9 %
Distribution	2 418 192	2 331 597	86 595	3,7 %
Total	6 110 421	5 992 424	117 997	2,0 %
Produits intersectoriels et redevances				
Détail et commercial	(17 008)	(27 815)	10 807	38,9 %
Distribution	(1 209 397)	(1 160 025)	(49 372)	(4,3 %)
Total	(1 226 405)	(1 187 840)	(38 565)	(3,2 %)
Produits				
Détail et commercial	3 675 221	3 633 012	42 209	1,2 %
Distribution	1 208 795	1 171 572	37 223	3,2 %
Total	4 884 016	4 804 584	79 432	1,7 %
BAIIA				
Détail et commercial	101 420	179 149	(77 729)	(43,4 %)
Distribution	60 943	61 406	(463)	(0,8 %)
Total	162 363	240 555	(78 192)	(32,5 %)
BAIIA (avant éléments inhabituels)				
Détail et commercial	138 981	207 811	(68 830)	(33,1 %)
Distribution	61 396	61 406	(10)	-
Total	200 377	269 217	(68 840)	(25,6 %)
BAIIA (avant éléments inhabituels et éléments non récurrents)				
Détail et commercial	161 787	207 811	(46 024)	(22,1 %)
Distribution	67 683	61 406	6 277	10,2 %
Total	229 470	269 217	(39 747)	(14,8 %)
Marge du BAIIA				
Détail et commercial	2,76 %	4,93 %	-	-217 p.b.
Distribution	5,04 %	5,24 %	-	-20 p.b.
Total	3,32 %	5,01 %	-	-169 p.b.
Marge du BAIIA (avant éléments inhabituels)				
Détail et commercial	3,78 %	5,72 %	-	-194 p.b.
Distribution	5,08 %	5,24 %	-	-16 p.b.
Total	4,10 %	5,60 %	-	-150 p.b.
Marge du BAIIA (avant éléments inhabituels et non récurrents)				
Détail et commercial	4,40 %	5,72 %	-	-132 p.b.
Distribution	5,60 %	5,24 %	-	36 p.b.
Total	4,70 %	5,60 %	-	-90 p.b.

* L'exercice financier 2012 comptait 53 semaines. Voir la section « Exercice financier » pour plus de détails.

Produits

Les produits consolidés se sont établis à 4 884,0 millions de dollars, en hausse de 79,4 millions ou 1,7 % par rapport à 2011. La hausse est attribuable à l'augmentation de 9,7 % des ventes de la Division du marché commercial et professionnel, à l'ouverture de nouveaux magasins, au recrutement de nouveaux marchands affiliés et à une hausse des ventes comparables du réseau RONA, particulièrement les ventes de distribution à des marchands affiliés. Les ventes comparables pour l'ensemble du réseau RONA (détail, commercial et distribution) sont demeurées au même niveau qu'en 2011. Une hausse de 6,4 % des ventes comparables de distribution aux marchands affiliés explique cette performance. Les ventes comparables du secteur détail et commercial ont pour leur part affiché une baisse de 0,3 %, étant donné l'effet négatif du mixte de produits vendus et du retour à la prudence des consommateurs depuis la fin mai.

Éléments inhabituels

À la fin de 2011, les coûts de restructuration associés au plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions* étaient de 71,3 millions comptabilisés à la fin de l'exercice dont seuls 9,8 millions de dollars ont exigé une sortie de fonds presque entièrement décaissée en 2011. De plus, l'examen annuel par la Société de la dépréciation du goodwill a mené, à la fin de l'exercice, à une réduction de 117,0 millions de dollars à cause des incidences négatives des conditions du marché difficile sur les fonds générés par les actifs liés au commerce de détail. Des dépenses inhabituelles de 9,9 millions de dollars ont aussi été comptabilisées à la fin de l'exercice pour frais et primes liés au rachat, pour 283 millions de dollars, des débetures de la Société venant à échéance en 2016.

Des éléments inhabituels totalisant 44,3 millions de dollars ont été enregistrés pendant l'exercice 2012 dans le cadre du programme de redéploiement du réseau de magasins à grande surface vers des magasins de proximité et satellites, conformément à ce qui était anticipé lors de la publication des résultats de fin d'exercice 2011. Une partie de ces éléments, soit 7,5 millions de dollars, a été retranchée à la marge brute. Une autre partie, soit 30,5 millions, a été comptabilisée dans les frais de vente, généraux et d'administration de la Société alors que le solde, soit 6,3 millions, a été comptabilisé dans les charges d'amortissements et dépréciation des actifs non financiers. Le montant net total après impôts de ces éléments est de 32,4 millions de dollars, soit 0,26 \$ par action (dilué). Ces éléments ont nécessité une sortie de fonds de 6,6 millions de dollars. Notons que ces éléments inhabituels ont été présentés distinctement sous la rubrique Charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts aux états consolidés du résultat net.

Éléments non récurrents

Des éléments non récurrents totalisant 40,4 millions de dollars ont été comptabilisés pendant l'exercice 2012 relativement aux coûts entraînés par l'offre non contraignante et non sollicitée de Lowe's, les primes de départ liées à une réorganisation dans les services administratifs, la hausse temporaire des frais de publicité liés à la campagne publicitaire olympique, la dépréciation d'actifs liée à des événements spécifiques et d'autre frais. Une partie de ces éléments, soit 2,5 millions de dollars, a été retranchée à la marge brute. Une autre partie, soit 26,6 millions, a été comptabilisée dans les frais de vente, généraux et d'administration de la Société alors que le solde, soit 11,3 millions, a été comptabilisé dans les charges d'amortissements et dépréciation des actifs non financiers. Le montant net total après impôts de ces éléments est de 29,6 millions de dollars, soit 0,24 \$ par action (dilué).

Le tableau ci-dessous illustre la performance de RONA incluant et excluant les éléments inhabituels et éléments non récurrents.

	Exercice 2012	Éléments inhabituels	Exercice 2012 avant éléments inhabituels	Éléments non récurrents	Exercice 2012 avant éléments inhabituels et éléments non récurrents
Marge brute ajustée	1 438,0	7,5	1 445,5	2,5	1 448,0
Frais de vente, généraux, et d'administration ajustés	1 275,6	30,5	1 245,1	26,6	1 218,5
BAIIA	162,4	38,0	200,4	29,1	229,5
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers	115,7	6,2	109,5	11,3	98,2
Résultat net attribuable aux actions participantes	8,0	32,4	40,4	29,6	70,0
Résultat net dilué par action \$	0,07	0,26	0,33	0,24	0,57

* L'exercice financier 2012 comptait 53 semaines. Voir la section "Exercice financier pour plus de détails."

	Exercice 2011	Éléments inhabituels	Exercice 2011 avant éléments inhabituels
Marge brute ajustée	1 457,2	18,7	1 475,9
Frais de vente, généraux, et d'administration ajustés	1 216,6	9,9	1 206,7
BAIIA	240,6	28,6	269,2
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers	149,7	42,7	107,0
Dépréciation du goodwill	-	117,0	117,0
Charge d'intérêts	34,7	9,9	24,8
Résultat net (perte nette) attribuable aux actions participantes	(86,4)	173,3	86,9
Résultat net (perte nette) dilué(e) par action \$	(0,66)	1,32	0,66

* L'exercice financier 2012 comportait 53 semaines. Voir la section « Exercice financier » pour plus de détails.

Marge brute

La marge brute se chiffre à 27,27 %, en baisse de 81 points de base sur 2011, et la marge brute ajustée excluant les éléments inhabituels et non récurrents a diminué de 107 points de base pour atteindre 29,65 %. La diminution s'explique principalement par l'intensification de la concurrence, laquelle a occasionné une hausse des activités promotionnelles, et par la pression sur les prix de vente dans plusieurs catégories de produits, particulièrement les matériaux de construction. La baisse provient également d'une augmentation importante des ventes de matériaux de construction à plus faible marge que les produits de quincaillerie. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par diverses initiatives d'amélioration de l'efficacité.

Frais de vente, généraux et d'administration

Les frais de vente, généraux et d'administration ajustés ont augmenté de 58,9 millions de dollars pendant l'exercice, passant de 1 216,7 millions de dollars en 2011 à 1 275,6 millions en 2012. La hausse a été enregistrée pendant la deuxième moitié de l'exercice 2012, puisqu'au cours du premier trimestre, la Société avait réduit ses frais de vente, généraux et d'administration comparables. La hausse est attribuable à des éléments inhabituels ou non récurrents, à des frais liés au développement du réseau de la Division du marché commercial et professionnel ainsi qu'à des acquisitions et à des ouvertures de magasin. Sur une base comparable, les frais de vente, généraux et d'administration excluant éléments inhabituels et non récurrents ont augmenté de 10,0 millions de dollars depuis le début de l'exercice. Excluant l'effet de la 53^e semaine, ils ont diminué de 2,3 millions.

BAIIA

Pour l'exercice 2012, le BAIIA avant éléments inhabituels et non récurrents se chiffre à 229,5 millions de dollars, comparativement à 269,2 millions en 2011, en baisse de 39,7 millions de dollars, ou 14,8 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de la marge brute ajustée jumelée à :

- des frais de vente, généraux et d'administration plus élevés pendant le deuxième semestre de l'exercice 2012;
- des coûts d'exploitation additionnels dans la Division du marché commercial et professionnel depuis le début de l'exercice en rapport avec l'expansion du réseau qui est en voie de réaliser son plein potentiel.

Un plan d'amélioration de l'efficacité a d'ailleurs été mis en place dans cette division afin de réduire les coûts d'exploitation vers un niveau conforme à la performance historique de la division.

La marge du BAIIA avant éléments inhabituels et non récurrents a diminué de 90 points de base, passant de 5,60 % en 2011 à 4,70 % en 2012. Cette baisse est principalement attribuable à la pression importante sur la marge brute de la Société, compte tenu du changement de mixte de produits, de clients et de conditions de marché particulièrement difficiles.

Le BAIIA après éléments inhabituels et non récurrents s'est chiffré à 162,4 millions de dollars comparativement à 240,6 millions en 2011. La marge du BAIIA après éléments inhabituels et non récurrents a diminué de 169 points de base, passant de 5,01 % en 2011 à 3,32 % en 2012.

Intérêts, amortissements et dépréciation

La dépense d'intérêt sur la dette à long terme et les emprunts bancaires a diminué de 14,2 millions de dollars, ou 40,8 % en 2012. La réduction est attribuable aux économies d'intérêts générées par le rachat de 283 millions de dollars de débentures à la fin de 2011 ainsi qu'aux frais ponctuels associés à ce rachat, à une gestion rigoureuse du bilan et des dépenses en immobilisations. Cette réduction est partiellement compensée par une utilisation des facilités de crédit plus élevée qu'en 2011. Les charges d'amortissements et dépréciation des actifs non financiers avant éléments inhabituels et non récurrents ont diminué, passant de 106,9 millions de dollars en 2011 à 98,2 millions en 2012. Tel que le tout est mentionné précédemment, un montant de 17,5 millions de dollars représentant des frais de dépréciation d'actifs non

financiers a été comptabilisé dans l'amortissement et dépréciation des actifs non financiers. En incluant ce montant, les charges d'amortissements et dépréciation de 2012 ont été de 115,7 millions de dollars.

Résultat net

La réduction du BAIIA avant éléments inhabituels et non récurrents a été en partie compensée par la diminution des frais financiers et des charges d'amortissement, de sorte que le résultat avant éléments inhabituels et non récurrents attribuable aux actions participantes, net du dividende sur les actions privilégiées, est passé de 86,9 millions de dollars en 2011 à 70,0 millions en 2012. Le résultat net par action (dilué) avant éléments inhabituels et non récurrents a pour sa part diminué, passant de 0,66 \$ en 2011 à 0,57 \$ en 2012.

Après la comptabilisation d'éléments inhabituels et non récurrents totalisant 62,0 millions de dollars après impôts, le résultat attribuable aux actions participantes, net du dividende sur les actions privilégiées, est passé d'une perte de 86,4 millions de dollars à un profit de 8,0 millions. Le résultat net par action dilué est pour sa part passé d'une perte de 0,66 \$ à un profit de 0,07 \$. Il faut souligner que le nombre moyen d'actions en circulation utilisé dans le calcul du résultat net par action a diminué de 7,1 millions d'actions pour s'établir à 122,9 millions d'actions en 2012. Cette diminution provient du rachat d'actions effectué conformément au programme de rachat d'actions que la Société a mis en place dans le cours normal de ses activités en novembre 2011. Ce programme qui a expiré en novembre 2012 n'a pas été renouvelé.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Pour l'exercice 2012, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation nette du fonds de roulement, intérêts reçus et impôts sur le résultat versés ont été de 159,7 millions de dollars comparativement à 202,3 millions de dollars en 2011. La variation nette du fonds de roulement a été négative de 14,9 millions de dollars en 2012, comparativement à une variation positive de 66,7 millions en 2011. Cette variation importante est due à des stocks élevés de certains produits achetés pour tirer parti de conditions d'achats particulièrement attrayantes. Après la variation nette du fonds de roulement, les intérêts reçus et les impôts sur le résultat versés, les activités opérationnelles ont donc généré 125,5 millions de dollars en 2012, comparativement à 230,2 millions pour la période correspondante de 2011.

La Société a continué d'exercer une gestion rigoureuse de son capital par un contrôle serré de ses investissements en immobilisations. Pour l'exercice 2012, RONA a investi 86,4 millions de dollars en immobilisations corporelles et en immobilisations incorporelles, soit 23,0 millions ou 21,1 % de moins qu'en 2011. Ces investissements étaient destinés à l'amélioration continue de ses systèmes d'information afin d'accroître l'efficacité opérationnelle ainsi qu'à des travaux d'entretien. Mentionnons que le niveau des investissements en immobilisations corporelles et incorporelles reste inférieur à la dépense d'amortissements qui s'est élevée à de 96,4 millions de dollars en 2012.

Au cours de l'exercice 2011 et jusqu'à ce jour, RONA a posé plusieurs gestes pour optimiser sa structure de capital. La Société a également mis en place, en novembre 2011, un programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités lui permettant de racheter, entre le 11 novembre 2011 et le 10 novembre 2012, un maximum de 11 016 854 actions ordinaires, représentant 10 % de ses 110 168 541 actions ordinaires flottantes, soit 8,4 % de ses 130 520 489 actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2011. Depuis la mise en place du programme de rachat en novembre 2011, la Société a racheté 10,4 millions d'actions à un prix moyen de 9,47 \$ par action pour un montant de 98,5 millions de dollars en date du 10 novembre 2012. Ces actions ont été annulées. RONA n'a pas renouvelé son programme de rachat d'actions dans le cours de normal des activités à la suite de son expiration le 10 novembre 2012.

Malgré une légère hausse du levier, RONA affiche toujours un solide bilan. Au 30 décembre 2012, la dette totale se situait à 328,0 millions de dollars, comparativement à 256,7 millions en 2011. L'endettement net de la Société se situait pour sa part à 307,0 millions de dollars comparativement à 239,6 millions au 25 décembre 2011. Le ratio de la dette nette sur la capitalisation totale était de 14,0 %, comparativement à 10,9 % en 2011. Le ratio dette sur BAIIA avant éléments inhabituels est demeuré stable à 1,6.

Le tableau suivant présente un sommaire des obligations contractuelles de la Société au 30 décembre 2012, y compris les contrats de location-exploitation hors bilan utilisés dans le cours normal des affaires. La Société a, en outre, conclu des arrangements hors bilan, tels que des conventions de rachat de biens en stocks et des garanties d'emprunts bancaires; ces arrangements n'apparaissent pas au tableau. Cet emprunt a une durée indéterminée et aucun actif n'est donné en garantie. En vertu de conventions de rachat de biens en stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à une moyenne de 65 % de la valeur au coûtant des stocks, pour un montant maximal de 47,0 millions de dollars. Dans l'éventualité d'un recours, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions ont une durée indéterminée, mais peuvent être résiliées par la Société avec un préavis de 30 jours. De l'avis de la direction, la probabilité que des paiements importants soient engagés en vertu de ces obligations est faible. Enfin, au 30 décembre 2012, des lettres de crédit à l'importation totalisant 24,2 millions de dollars étaient en circulation pour l'achat de divers produits, principalement des produits saisonniers.

**Obligations contractuelles selon l'échéance
(au 30 décembre 2012)**

Obligations contractuelles	Versements à effectuer selon l'échéance (milliers de dollars)				
	Total	Moins de un an	1 à 2 ans	3 à 4 ans	5 ans et plus
Emprunts à long terme et facilités de crédit	307 091	5 493	4 787	292 373	4 438
Obligations relatives aux biens loués	907	317	421	169	-
Contrats de location simple	961 483	137 773	248 335	199 287	376 088
Autres obligations à long terme	17 413	10 729	5 514	-	1 170
Total	1 286 894	154 312	259 057	491 829	381 696

**Données sur les actions en circulation
(au 20 février 2012)**

Actions ordinaires	121 408 037
Options non exercées	1 992 135
Total	123 400 172

SOMMAIRE DES RESULTATS TRIMESTRIELS

Les résultats de RONA varient beaucoup d'un trimestre à l'autre, en raison de la forte saisonnalité liée aux activités de rénovation – construction. La plus forte période de l'année est du printemps à l'automne, avec comme résultat que plus de 80 % du bénéfice net annuel de la Société est généré au cours des deuxième et troisième trimestres de l'exercice. De plus, les ventes du premier trimestre sont toujours inférieures à celles des trois autres, en raison du faible niveau d'activité du secteur de la rénovation – construction en hiver. Enfin, des conditions météorologiques défavorables peuvent avoir une incidence importante sur les ventes. Avec la croissance de la proportion des activités de la Société provenant du secteur du détail, l'effet saisonnier du premier trimestre se révèle également plus important en 2010, 2011 et 2012 que par les années passées. Le deuxième trimestre, quant à lui, est toujours le plus fort de l'exercice, suivi du troisième.

**Résultats financiers trimestriels consolidés
(En millions de dollars, à l'exception des résultats par action)**

	2012				2011				2010
	T4 *	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits des activités ordinaires	1 195,4	1 336,6	1 417,1	934,9	1 169,2	1 347,1	1 370,0	918,2	1 139,2
BAlIA	23,2	41,5	86,6	11,1	37,2	105,4	89,9	8,1	64,8
BAlIA excluant éléments inhabituels	27,5	67,2	94,6	11,1	65,9	105,4	89,9	8,1	64,8
BAlIA excluant éléments inhabituels et non récurrents	44,1	79,7	94,6	11,1	65,9	105,4	89,9	8,1	64,8
Résultat net (perte nette) attribuable aux actions participantes	(17,9)	5,1	34,1	(13,3)	(153,6)	47,8	37,0	(17,6)	20,0
Résultat net (perte nette) attribuable aux actions participantes (excluant éléments inhabituels)	(13,8)	23,9	43,6	(13,3)	19,7	47,8	37,0	(17,6)	20,0
Résultat net (perte nette) attribuable aux actions participantes (excluant éléments inhabituels et non récurrents)	6,6	33,1	43,6	(13,3)	19,7	47,8	37,0	(17,6)	20,0
Résultat net (perte nette) dilué par action (\$)	(0,15)	0,04	0,28	(0,10)	(1,19)	0,36	0,28	(0,13)	0,15
Résultat net (perte nette) dilué(e) par action (\$) (excluant éléments inhabituels)	(0,11)	0,20	0,36	(0,10)	0,15	0,36	0,28	(0,13)	0,15
Résultat net (perte nette) dilué(e) par action (\$) (excluant éléments inhabituels et non récurrents)	0,05	0,27	0,36	(0,10)	0,15	0,36	0,28	(0,13)	0,15

**Croissance annuelle des ventes comparables
Neuf derniers trimestres**

	T4 2012 *	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010
Secteur détail et commercial	2,4 %	-1,8 %	-0,9 %	-0,8 %	-2,3 %	-5,1 %	-9,6 %	-12,6 %	-6,4 %
Réseau total RONA	2,9 %	-1,0 %	+1,0 %	-0,3 %	-1,2 %	-4,2 %	-9,3 %	-11,5 %	-6,6 %

Note : Afin de mieux représenter la performance de l'ensemble du réseau RONA, la notion de ventes comparables a été revue au cours du trimestre et englobe maintenant les ventes comparables de distribution aux marchands affiliés, lesquels représentent plus de 25 % des ventes totales.

* Le quatrième trimestre de 2012 comporte 14 semaines par rapport à 13 semaines pour les autres trimestres. Voir « Exercice financier » ci-dessous.

DIVIDENDE SUR LES ACTIONS PRIVILEGIEES

Lors de sa rencontre du 20 février 2013, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende trimestriel de 0,3237 \$ par action sur les actions privilégiées catégorie A, série 6, à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif. Le dividende sera payé le 1er avril 2013 aux actionnaires inscrits le 15 mars 2013.

DIVIDENDE SUR LES ACTIONS ORDINAIRES

Lors de sa réunion du 20 février 2013, le conseil a déclaré un dividende semi-annuel de 0,07 \$ par action sur les actions ordinaires de la Société. Le dividende sera payé le 25 mars 2013 aux actionnaires inscrits le 11 mars 2013.

RISQUES ET INCERTITUDES

Le contrôle et l'amélioration des opérations sont des préoccupations constantes chez RONA. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants. RONA a cerné et évalué les principaux risques d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte des objectifs et, subséquemment, sur le rendement de la Société.

RONA gère ces risques de façon continue et a mis en place de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux qui sont mentionnés dans la section suivante afin d'en atténuer les impacts financiers.

Marché et concurrence

La concurrence est très vive dans l'industrie de la rénovation domiciliaire, de la quincaillerie et du jardinage où RONA évolue. Les concurrents de RONA sont de grandes chaînes nationales et multinationales, de nombreux groupes régionaux et des magasins indépendants.

Les tendances dans le secteur de la construction ont une incidence directe sur RONA. Les ventes de la Société sont liées, dans une certaine mesure, au nombre de mises en chantier, à la revente de propriétés, à l'intérêt des consommateurs pour la rénovation et au coût du logement. De plus, la demande de produits de rénovation, de quincaillerie et de jardinage est en partie tributaire des goûts des consommateurs et des tendances qui se dessinent. RONA doit donc rester à l'affût des besoins et des demandes de ses clients. RONA bénéficie cependant d'une excellente répartition de ses activités soit géographiquement, par secteur d'activité, par bannière et par type de magasins.

Le secteur dans lequel RONA fait affaire a un caractère saisonnier. Les conditions météorologiques peuvent aussi avoir un certain impact sur les ventes. De plus, les ventes du premier trimestre de l'exercice sont toujours inférieures à celles des trois autres à cause du faible niveau d'activité du secteur de la rénovation en hiver. Ces différents facteurs peuvent avoir des impacts importants sur la situation financière de la Société.

L'économie

Une partie significative des dépenses dans le secteur de la rénovation, de la quincaillerie et du jardinage sont des dépenses discrétionnaires et, par conséquent, sont sensibles à la vigueur de l'économie ainsi qu'à la confiance et au pouvoir d'achat des consommateurs. En outre, le bois d'œuvre, les matières premières et d'autres matériaux de construction sont des marchandises dont les prix fluctuent en fonction des marchés, ce qui a des incidences sur les ventes de la Société.

Ainsi que le tout a déjà été mentionné, la conjoncture économique a des incidences sur les résultats de RONA. Même si la reprise économique est amorcée, on a constaté en 2012 un déclin graduel de la confiance des consommateurs et un ralentissement aux chapitres des mises en chantier et de la revente de maisons.

Par ailleurs, différents facteurs tels que le taux de change, le taux de chômage, les taux d'intérêts, les conditions générales de crédit et les prix de marchandises comme le bois d'œuvre, le cuivre, le gaz, l'électricité et le gaz naturel peuvent aussi avoir une influence négative sur les résultats financiers de la Société.

Ressources humaines

Pour atteindre ses objectifs, la Société doit attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents, tout en contrôlant la masse salariale. Sa capacité à contrôler les coûts de main-d'œuvre est sujette à de nombreux facteurs externes, notamment les taux de rémunération et d'assurances collectives.

L'incapacité à attirer, former et retenir des employés compétents pourrait avoir un impact sur la capacité de croissance et la performance financière de la Société.

Technologie de l'information

Étant donné le modèle d'affaires de la Société et sa croissance par acquisitions, la structure de la technologie de l'information est complexe. La Société a fait des investissements importants en technologie, et elle continuera à le faire autant dans ses magasins que dans ses centres de distributions et ses centres administratifs. Ces investissements permettront d'intégrer ces systèmes, de simplifier la structure, de répondre à certaines exigences opérationnelles et de profiter de l'évolution de la technologie. L'incapacité à intégrer ces systèmes dans un délai raisonnable pourrait nuire à la capacité de la Société d'atteindre les résultats financiers escomptés.

Réputation

La Société offre une vaste gamme de produits de multiples marques différentes, y compris des produits de sa propre marque. Une atteinte à la réputation de ces marques pourrait être dommageable pour la Société si elle se répercutait sur la perception que les consommateurs ont de l'entreprise. Beaucoup d'autres facteurs peuvent affecter la réputation de RONA et avoir des incidences importantes sur son rendement : non-conformité à des lois ou à des règlements, notamment en matière environnementale, poursuites judiciaires contre la Société ou divulgation de renseignements personnels ou confidentiels.

Chaîne d'approvisionnement

La Société doit prévoir les besoins de ses magasins en marchandise et y satisfaire adéquatement. À cet égard, elle est tributaire de ses fournisseurs nationaux et internationaux qui doivent l'approvisionner en temps opportun et au meilleur prix possible, tout en respectant ses normes de qualité. Il est important pour RONA d'établir des relations solides et durables avec ses fournisseurs pour éviter des ruptures de stock ou une variation imprévue du prix des marchandises.

Dans ce contexte, RONA se doit de gérer de façon optimale la chaîne d'approvisionnement puisque son incapacité à le faire pourrait affecter sa situation financière.

Acquisition, recrutement, intégration et perfectionnement

Les acquisitions et le recrutement sont deux importants vecteurs de la stratégie d'expansion de RONA. La Société peut avoir la volonté de recruter ou d'acquérir des entreprises, mais rien ne garantit qu'il lui sera possible d'acquérir une société par actions qui satisfait à ses critères rigoureux de sélection. RONA a pour objectif d'intégrer et de fidéliser rapidement les entreprises acquises et recrutées afin de réaliser les bénéfices escomptés. En outre, la volonté de développement de la Société peut se heurter à l'incapacité de trouver des emplacements adaptés au développement. Lors du redéploiement de points de vente dans de nouveaux sites, la Société peut ne pas avoir accès à l'emplacement approprié dans les délais requis et être dans l'obligation d'engager des frais importants compte tenu de ses engagements futurs. Même si les entreprises recrutées, appelées « marchands », sont liées à RONA par contrats commerciaux et bénéficient d'avantages destinés à assurer leur loyauté envers RONA : conditions d'achats favorables, accès à une équipe de soutien expérimentée, stratégie de développement régional intégrée et adaptée, programme de planification de la relève; même si RONA considère qu'elle a entretenu de bonnes relations avec ces entreprises pendant de nombreuses années, il n'y a aucune certitude que toutes ces entreprises maintiendront leurs relations avec RONA, ce qui pourrait avoir des incidences négatives sur les résultats financiers de la division distribution de RONA. Par ailleurs, bien qu'en vertu des modalités de leurs conventions commerciales avec RONA, ces entreprises s'engagent à observer certaines lignes directrices de RONA portant sur la commercialisation, la publicité, l'image et la fidélité quant aux achats, RONA fait face au risque que certaines de ces entreprises ne respectent pas ces engagements, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers de l'entreprise de distribution de RONA ainsi que sur sa réputation et son image.

Exigences législatives et réglementaires

RONA met tout en œuvre pour s'assurer de respecter les lois et les règlements, mais des poursuites judiciaires ou des litiges avec des tiers pourraient affecter négativement sa situation et ses résultats.

Disponibilité de financement

La Société pourrait ne pas avoir accès au financement nécessaire pour certains de ses vecteurs de croissance, ce qui l'empêcherait de conclure des acquisitions d'entreprise ou de retarder des investissements en capital.

La faible disponibilité de financement peut avoir des conséquences de divers ordres pour la Société. Le manque de financement peut réduire la capacité de RONA de poursuivre ses objectifs de croissance, l'empêcher d'acquérir d'autres magasins ou l'obliger à reporter les investissements planifiés dans des magasins existants. La Société pourrait ne pas atteindre ses objectifs de croissance, ce qui aurait une incidence défavorable sur ses résultats financiers.

La direction est d'avis que RONA dispose actuellement du financement nécessaire à son développement.

Plan de transformation

Le plan de transformation de RONA prévoit que des équipes spécialisées mettront en place les diverses initiatives pour obtenir des résultats immédiats et des résultats à plus long terme. Des interventions à court terme pour redéfinir le modèle de soutien opérationnel en vue d'améliorer l'efficacité et de cristalliser la valeur des actifs excédentaires ont été lancées alors que d'autres le seront dans un avenir rapproché. Le plan vise à améliorer le positionnement de RONA dans ses activités de base et, à plus long terme, à susciter une croissance soutenue des résultats et du rendement. C'est une révision en profondeur du modèle opérationnel de RONA qui pourrait avoir d'importantes incidences à court terme sur les résultats et sur la situation financière de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit fait référence au risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une ou l'autre de ses obligations et amène de ce fait la société à subir une perte financière, les principaux risques étant liés aux débiteurs ainsi qu'aux prêts et avances de la société. Celle-ci peut également être exposée au risque de crédit en raison de son encaisse et de ses contrats de change à terme, risque qu'elle gère en ne traitant qu'avec des institutions financières de grande envergure ayant des cotes de crédits appropriées.

Pour gérer le risque de crédit sur les clients et autres débiteurs ainsi que sur les prêts et avances à recevoir, la société détient des hypothèques sur certains biens meubles et immeubles appartenant à ses débiteurs ainsi que des cautionnements et examine régulièrement leur solidité financière. Des provisions sont comptabilisées à la date du bilan afin de tenir compte des pertes potentielles et ces provisions sont établies client par client, en tenant compte de la solvabilité du client, des tendances économiques actuelles et de l'expérience passée.

La société estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, à la date de clôture, est bonne.

Au 30 décembre 2012, l'exposition maximale au risque de crédit est de 395 657 \$ (397 483 \$ au 25 décembre 2011), ce qui représente la valeur comptable des instruments financiers inscrits à l'actif de la société, incluant l'encaisse au montant de 21 006 \$ (17 149 \$ au 25 décembre 2011).

Le montant comptabilisé au titre de provision pour mauvaises créances est fondé sur l'estimation de la société des risques associés à chacun des débiteurs de la société en fonction des pertes subies dans le passé, de l'expérience de recouvrement et de l'incidence de la conjoncture économique actuelle et prévue.

Au niveau de l'état consolidé du résultat net, la dépense pour mauvaises créances est comptabilisée dans les frais de vente, généraux et d'administration.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la société ne puisse satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. La société gère son risque de liquidité en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à de multiples sources de financement pour maintenir sa flexibilité. La société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Au cours des dernières années, la société a financé l'accroissement de sa capacité, l'augmentation de son chiffre d'affaires, le rachat d'actions, le rachat de ses débetures, ses besoins en fonds de roulement et ses acquisitions, principalement par des fonds autogénérés, par l'émission de débetures et par l'utilisation régulière de son crédit rotatif.

Les tableaux suivants indiquent les montants exigibles aux dates d'échéance contractuelle des passifs financiers, y compris les versements d'intérêts, le cas échéant :

Au 30 décembre 2012	Total	Moins de 1 an	1- 2 ans	3 - 4 ans	5 ans et plus
Débetures	140 854 \$	6 291 \$	12 583 \$	121 980 \$	– \$
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	27 785	11 392	7 141	3 644	5 608
Obligations relatives aux biens loués	907	317	421	169	–
Emprunts bancaires	11 332	11 332	–	–	–
Fournisseurs et autres créditeurs	492 813	492 813	–	–	–
Dividendes à payer	2 258	2 258	–	–	–
Instruments financiers dérivés	3 553	3 553	–	–	–
Total	679 502 \$	527 956 \$	20 145 \$	125 793 \$	5 608 \$

Au 25 décembre 2011	Total	Moins de 1 an	1- 2 ans	3 - 4 ans	5 ans et plus
Débetures	146 505 \$	6 412 \$	12 583 \$	127 510 \$	– \$
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	42 421	16 881	16 229	3 563	5 748
Obligations relatives aux biens loués	1 806	851	588	337	30
Actions privilégiées	1 000	1 000	–	–	–
Emprunts bancaires	4 377	4 377	–	–	–
Fournisseurs et autres créditeurs	485 083	485 083	–	–	–
Dividendes à payer	2 527	2 527	–	–	–
Instruments financiers dérivés	691	691	–	–	–
Total	684 410 \$	517 822 \$	29 400 \$	131 410 \$	5 778 \$

Risque de change et sensibilité aux monnaies étrangères

Le risque de change de la société provient principalement d'achats faits en dollars américains. Afin de limiter les impacts sur le résultat net dus à la variation du dollar canadien par rapport au dollar américain, la société a recours à des contrats de change à terme. La société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation.

Au 30 décembre 2012, la valeur nominale des contrats de change à terme est de 85 800 \$ US (91 300 \$ US en 2011). Le taux moyen de ces contrats est de 0,9978 (0,9986 en 2011) et ils viennent à échéance à différentes dates jusqu'en juin 2013.

Le 30 décembre 2012, si le dollar canadien avait varié de 1 %, à la hausse ou à la baisse en comparaison avec le dollar américain, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net et les capitaux propres de la société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 auraient été inférieurs ou supérieurs de 103 \$ (119 \$ au 25 décembre 2011).

Risque de taux d'intérêt

Dans le cours normal de ses affaires, la société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux variables. La société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables. La valeur comptable de ces instruments est la suivante :

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Instruments à taux fixes		
Actifs financiers	– \$	– \$
Passifs financiers	133 454	146 207
	<u>(133 454) \$</u>	<u>(146 207) \$</u>
Instruments à taux variables		
Actifs financiers	11 499 \$	10 240 \$
Passifs financiers	183 250	105 123
	<u>(171 751) \$</u>	<u>(94 883) \$</u>

Le 30 décembre 2012, si les taux d'intérêt des instruments à taux variables avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net et les capitaux propres de la société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 auraient été inférieurs ou supérieurs de 310 \$ (170 \$ au 25 décembre 2011).

Recours à des estimations et aux jugements

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction de la société pose un certain nombre de jugements, établit des estimations et fait des hypothèses qui ont des incidences sur la comptabilisation et l'évaluation des montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes.

L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée dans les notes suivantes :

- Note 3 d) – Évaluation du stock
- Note 3 e) – L'estimation des remises de fournisseurs
- Note 3 k) – La dépréciation du goodwill, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles
- Note 3 l) – Le classement des contrats de location
- Note 3 n) – L'estimation des actifs et passifs d'impôt différé ainsi que les actifs et passifs d'impôt exigible
- Note 3 o) – L'estimation des provisions, passifs éventuels et actifs éventuels
- Note 3 q) r) s) – L'évaluation des paiements fondés sur des actions
- Note 3 u) – L'estimation de la provision pour mauvaises créances
- Note 3 x) – L'estimation des charges au titre des prestations définies

Les estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

DIVULGATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les travaux relatifs au « Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs des Autorités canadiennes en Valeurs mobilières » (le « Règlement 52-109 ») sont effectués selon le cadre de contrôle reconnu COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission) et plus spécifiquement pour la portion technologique, selon les directives du IT Control Objectives for Sarbanes-Oxley du IT Governance Institute.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

RONA a évalué les contrôles et procédures de communication de l'information conformément au Règlement 52-109. Au 30 décembre 2012, chef de la direction par intérim, le premier vice-président et chef de la direction financière a conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information sont efficaces.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

RONA a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 30 décembre 2012 conformément aux directives du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au chef de la direction par intérim et au premier vice-président et chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés de RONA ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent Rapport de gestion comprend des énoncés prospectifs comportant des risques et des incertitudes. Tous les énoncés autres que des énoncés de faits historiques inclus dans ce Rapport de gestion, y compris des énoncés sur les perspectives de l'industrie et sur les perspectives, les projets, la situation financière et la stratégie d'affaires de la Société, peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation et la réglementation canadiennes en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation d'expressions comme « pouvoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer que », « anticiper », « prévoir », « désirer » ou « poursuivre », y compris dans une tournure négative, ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire ou à l'emploi du futur. Bien que la Société soit d'avis que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut donner aucune garantie que ces attentes se réaliseront. Les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet que des transactions, des éléments non récurrents ou d'autres éléments extraordinaires annoncés ou survenant après que ces énoncés sont faits auront sur les activités de la Société. Par exemple, ils ne tiennent pas compte de l'incidence des cessions, des acquisitions, d'autres transactions commerciales, des réductions de la valeur d'actifs ni d'autres charges annoncées ou survenues après que les énoncés prospectifs sont faits.

Les investisseurs et les autres personnes intéressées devraient éviter de se fier indûment à quelque énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, les incertitudes et les hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, le lecteur est prié de se reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont accessibles sur les sites www.sedar.com et www.rona.ca. Plus particulièrement, d'autres précisions et la description de ces facteurs et d'autres facteurs sont présentées dans ce Rapport de gestion, sous la rubrique « Risques et incertitudes », et sous la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle courante de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans ce Rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 21 février 2013 et sont faits sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société nie expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ou de réviser ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables ne le requièrent.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Le présent Rapport de gestion est préparé en date du 21 février 2013. Le lecteur trouvera d'autres informations relatives à RONA, y compris sa Notice annuelle, sur le site Internet de la Société à l'adresse www.rona.ca et sur celui de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

(s) Dominique Boies

Dominique Boies
Chef de la direction par intérim et
premier vice-président et chef de la direction financière

RAPPORT DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés de RONA inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans le rapport de gestion ont été préparés par la direction financière de RONA inc. La préparation des états financiers comprend le choix de principes et de méthodes comptables appropriées dont l'application nécessite de faire des estimations et de formuler des jugements éclairés. De plus, il leur incombe de s'assurer que l'information financière incluse dans le rapport de gestion concorde avec celle des états financiers consolidés. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et ont été approuvés par le conseil d'administration.

RONA inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles internes qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le conseil d'administration assume ses responsabilités relatives aux états financiers consolidés principalement par l'entremise de son Comité de vérification. Ce Comité est formé uniquement d'administrateurs indépendants de la Société et est responsable de recommander la nomination des auditeurs externes. De plus, ce Comité qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction, les auditeurs internes et externes, a révisé les états financiers consolidés de RONA inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration. Les auditeurs internes et externes ont accès au Comité sans la direction.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été audités par le cabinet Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., comptables professionnels agréés, et le rapport qu'ils ont préparé indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.

(s) Dominique Boies

Dominique Boies

Chef de la direction par interim et
premier vice-président et chef de la direction financière

Boucherville, le 20 février 2013

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société RONA inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011 et les états consolidés du résultat net, des autres éléments du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société RONA inc. au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C.R. L.¹

Montréal, le 20 février 2013

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A123715

RONA inc.**États consolidés du résultat net et des autres éléments du résultat global**

des exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens, sauf le résultat net par action)

États consolidés du résultat net

	2012	2011
Produits des activités ordinaires (note 4)	4 884 016 \$	4 804 584 \$
Résultat opérationnel avant dépréciation du goodwill, charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts (note 5.1)	85 563	156 900
Dépréciation du goodwill (note 14)	-	(117 000)
Charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts (note 5.4)	(44 268)	(71 343)
Résultat opérationnel	41 295	(31 443)
Produits financiers (note 25)	5 333	5 262
Charges financières (note 25)	(20 576)	(34 729)
	(15 243)	(29 467)
Résultat avant la charge d'impôt sur le résultat	26 052	(60 910)
Charge d'impôt sur le résultat (note 7)	(6 969)	(13 863)
Résultat net	19 083 \$	(74 773) \$
Résultat net attribuable aux :		
Propriétaires de RONA inc.	17 297 \$	(78 382) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1 786	3 609
	19 083 \$	(74 773) \$
Résultat net par action attribuable aux propriétaires de RONA inc. (note 29)		
De base	0,07 \$	(0,66) \$
Dilué	0,07 \$	(0,66) \$
États consolidés des autres éléments du résultat global		
Résultat net	19 083 \$	(74 773) \$
Autres éléments du résultat global, net d'impôts :		
Éléments qui seront reclassés au résultat net		
Couvertures de flux de trésorerie		
– pertes de l'exercice	(2 666)	(920)
– reclassement en résultat	574	1 632
	(2 092)	712
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net		
Pertes actuarielles (note 26)	(2 703)	(2 775)
Total des autres éléments du résultat global	(4 795)	(2 063)
Total du résultat global	14 288 \$	(76 836) \$
Total du résultat global attribuable aux :		
Propriétaires de RONA inc.	12 502 \$	(80 445) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1 786	3 609
	14 288 \$	(76 836) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.

États consolidés des variations des capitaux propres

des exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital social ^(a)	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Réserve de couvertures de flux de trésorerie	Total attribuable aux propriétaires de RONA inc.	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 25 décembre 2011	793 416 \$	1 115 801 \$	11 386 \$	(505) \$	1 920 098 \$	35 526 \$	1 955 624 \$
Transactions avec les propriétaires							
Émission pour une contrepartie en espèces	75	-	-	-	75	-	75
Émission à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	3 534	-	(48)	-	3 486	-	3 486
Rachat d'actions ordinaires (note 22)	(34 257)	(32 510)	-	-	(66 767)	-	(66 767)
Dividendes déclarés sur actions ordinaires	-	(17 191)	-	-	(17 191)	-	(17 191)
Dividendes déclarés sur actions privilégiées, incluant les impôts y afférents	-	(9 268)	-	-	(9 268)	-	(9 268)
Coûts de rémunération au titre des régimes d'achat d'actions	-	-	1 183	-	1 183	-	1 183
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires reçus	2 141	-	-	-	2 141	-	2 141
Remboursement de dépôts sur souscription d'actions ordinaires	(27)	-	-	-	(27)	-	(27)
Autres	-	-	-	-	-	32	32
Total des transactions avec les propriétaires	(28 534)	(58 969)	1 135	-	(86 368)	32	(86 336)
Résultat pour l'exercice	-	17 297	-	-	17 297	1 786	19 083
Autres éléments du résultat global :							
Couvertures de flux de trésorerie							
- pertes de l'exercice	-	-	-	(2 666)	(2 666)	-	(2 666)
- reclassement en résultat	-	-	-	574	574	-	574
Pertes actuarielles (note 26)	-	(2 703)	-	-	(2 703)	-	(2 703)
Total des autres éléments du résultat global pour l'exercice	-	(2 703)	-	(2 092)	(4 795)	-	(4 795)
Solde au 30 décembre 2012	764 882 \$	1 071 426 \$	12 521 \$	(2 597) \$	1 846 232 \$	37 344 \$	1 883 576 \$

(a) Se reporter à la note 22 pour plus d'information sur le capital social.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.

États consolidés des variations des capitaux propres

des exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital social ^(a)	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Réserve de couvertures de flux de trésorerie	Total attribuable aux propriétaires de RONA inc.	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 26 décembre 2010	632 614 \$	1 233 454 \$	11 137 \$	(1 217) \$	1 875 988 \$	35 809 \$	1 911 797 \$
Transactions avec les propriétaires							
Émission pour une contrepartie en espèces	173 050	–	–	–	173 050	–	173 050
Émission à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	1 770	–	(295)	–	1 475	–	1 475
Rachat d'actions ordinaires (note 22)	(16 399)	(15 369)	–	–	(31 768)	–	(31 768)
Dividendes déclarés sur actions ordinaires	–	(9 134)	–	–	(9 134)	–	(9 134)
Dividendes déclarés sur actions privilégiées, incluant les impôts y afférents	–	(7 985)	–	–	(7 985)	–	(7 985)
Dividendes en espèces versés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	–	(3 920)	(3 920)
Frais relatifs à l'émission d'actions privilégiées, déductions faites des recouvrements d'impôts sur le résultat de 1 476 \$	–	(4 008)	–	–	(4 008)	–	(4 008)
Coûts de rémunération au titre des régimes d'achat d'actions	–	–	1 034	–	1 034	–	1 034
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires reçus	2 456	–	–	–	2 456	–	2 456
Remboursement de dépôts sur souscription d'actions ordinaires	(75)	–	–	–	(75)	–	(75)
Rachat d'une participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	–	–	(490)	–	(490)	–	(490)
Autres	–	–	–	–	–	28	28
Total des transactions avec les propriétaires	160 802	(36 496)	249	–	124 555	(3 892)	120 663
Résultat pour l'exercice	–	(78 382)	–	–	(78 382)	3 609	(74 773)
Autres éléments du résultat global :							
Couvertures de flux de trésorerie							
- pertes de l'exercice	–	–	–	(920)	(920)	–	(920)
- reclassement en résultat	–	–	–	1 632	1 632	–	1 632
Pertes actuarielles (note 26)	–	(2 775)	–	–	(2 775)	–	(2 775)
Total des autres éléments du résultat global pour l'exercice	–	(2 775)	–	712	(2 063)	–	(2 063)
Solde au 25 décembre 2011	793 416 \$	1 115 801 \$	11 386 \$	(505) \$	1 920 098 \$	35 526 \$	1 955 624 \$

(a) Se reporter à la note 22 pour plus d'information sur le capital social.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

des exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

	2012	2011
Activités opérationnelles		
Résultat avant la charge d'impôt sur le résultat	26 052 \$	(60 910) \$
Ajustements :		
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers (note 5.2)	115 735	149 736
Variation de la provision de restructuration	23 135	-
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(628)	(159)
Profits nets sur cession d'éléments d'actif	(3 973)	(1 123)
Dépréciation du goodwill (note 14)	-	117 000
Charges (recouvrements) relatifs à la rémunération à base d'actions (note 5.3)	3 676	(2 684)
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages postérieurs à l'emploi et les charges de l'exercice	(3 036)	(2 855)
Autres éléments	(1 223)	3 308
	159 738	202 313
Variation nette du fonds de roulement (note 8)	(14 877)	66 682
	144 861	268 995
Intérêts reçus	3 825	3 898
Impôts sur le résultat versés	(23 139)	(42 648)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	125 547	230 245
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 9)	(11 808)	(47 707)
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 12)	(37 971)	(70 198)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles (note 15)	(48 403)	(39 225)
Acquisitions d'autres actifs financiers	(2 968)	(6 049)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	16 498	10 216
Produit de la cession d'autres actifs financiers	2 612	4 765
Intérêts reçus	813	1 365
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(81 227)	(146 833)
Activités de financement		
Emprunts bancaires	4 073	(326)
Variation nette des facilités de crédit	80 651	91 249
Autres emprunts à long terme	261	863
Frais de financement	(80)	(2 541)
Remboursements d'autres emprunts à long terme	(19 991)	(33 886)
Rachat de débetures	-	(283 171)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	5 676	4 406
Produit de l'émission d'actions privilégiées	-	172 500
Frais relatifs à l'émission d'actions privilégiées	-	(5 484)
Rachat d'actions ordinaires (note 22)	(66 767)	(31 768)
Dividendes en espèces versés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	-	(3 920)
Dividendes sur actions ordinaires	(17 191)	(18 253)
Dividendes sur actions privilégiées	(9 062)	(5 458)
Intérêts versés	(18 033)	(26 051)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(40 463)	(141 840)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	3 857	(58 428)
Encaisse au début	17 149	75 577
Encaisse à la fin	21 006 \$	17 149 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.**États consolidés de la situation financière**

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Actif		
Courants		
Encaisse	21 006 \$	17 149 \$
Clients et autres débiteurs (note 10)	363 152	370 094
Autres actifs financiers (note 11)	1 440	1 468
Actifs d'impôt exigible	15 145	7 616
Stock (note 6)	890 437	840 287
Frais payés d'avance	20 162	20 836
Actifs courants	1 311 342	1 257 450
Non courants		
Autres actifs financiers (note 11)	15 045	13 617
Immobilisations corporelles (note 12)	813 901	874 246
Actifs non courants détenus en vue de la vente (note 13)	22 898	10 455
Goodwill (note 14)	428 180	426 968
Immobilisations incorporelles (note 15)	143 725	126 968
Autres actifs non courants (note 16)	5 114	5 435
Actifs d'impôt différé (note 7)	66 253	65 239
Total de l'actif	2 806 458 \$	2 780 378 \$
Passif		
Courants		
Emprunts bancaires	11 332 \$	4 377 \$
Fournisseurs et autres créditeurs	495 698	487 864
Dividendes à payer	2 258	2 527
Instruments financiers dérivés (note 25)	3 553	691
Provisions (note 20)	16 335	6 947
Versements sur la dette à long terme (note 18)	11 683	20 257
Passifs courants	540 859	522 663
Non courants		
Dette à long terme (note 18)	305 020	232 073
Autres passifs non courants (note 19)	34 741	33 653
Provisions (note 20)	17 712	3 606
Passifs d'impôt différé (note 7)	24 550	32 759
Total du passif	922 882	824 754
Capitaux propres		
Capital social (note 22)	764 882	793 416
Résultats non distribués	1 071 426	1 115 801
Surplus d'apport	12 521	11 386
Cumul des autres éléments du résultat global	(2 597)	(505)
Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de RONA inc.	1 846 232	1 920 098
Participations ne donnant pas le contrôle	37 344	35 526
Total des capitaux propres	1 883 576	1 955 624
Total du passif et des capitaux propres	2 806 458 \$	2 780 378 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil,

*(s) Réal Brunet***Réal Brunet**
Président du Comité de vérification*(s) Robert Chevrier***Robert Chevrier**
Président exécutif du conseil d'administration

1. Entité présentant les états financiers

RONA inc. est une société dont le siège social est situé au 220 Chemin du Tremblay, Boucherville, Québec, Canada et est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec (anciennement Partie 1A de la *Loi sur les sociétés* (Québec)). Les actions ordinaires sont cotées à la bourse de Toronto.

Les états financiers consolidés de la société pour les exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011 comprennent les données financières de la société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « la société » et chacune individuellement comme « les entités de la société ») et la quote-part de la société dans les entités contrôlées conjointement.

La société est un distributeur et un détaillant d'articles de quincaillerie, de rénovation et de jardinage au Canada.

2. Bases de préparation

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Les méthodes comptables mentionnées à la note 3 ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 décembre 2012 (incluant les chiffres comparatifs) ont été approuvés par le conseil d'administration le 20 février 2013.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est de certains instruments financiers qui sont établis à la juste valeur et du passif au titre des régimes à prestations définies qui est évalué à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies moins la juste valeur des actifs des régimes, moins un ajustement pour tenir compte de l'application de la limite de l'actif.

c) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de RONA inc. Toutes les entités de la société ont également le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, sauf les données par action.

d) Recours à des estimations et aux jugements

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction de la société pose un certain nombre de jugements, établit des estimations et fait des hypothèses qui ont des incidences sur la comptabilisation et l'évaluation des montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes.

L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée dans les notes suivantes :

- Note 3 d) – Évaluation du stock
- Note 3 e) – L'estimation des remises de fournisseurs
- Note 3 k) – La dépréciation du goodwill, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles
- Note 3 l) – Le classement des contrats de location
- Note 3 n) – L'estimation des actifs et passifs d'impôt différé ainsi que les actifs et passifs d'impôt exigible
- Note 3 o) – L'estimation des provisions, passifs éventuels et actifs éventuels
- Note 3 q) r) s) – L'évaluation des paiements fondés sur des actions
- Note 3 u) – L'estimation de la provision pour mauvaises créances
- Note 3 x) – L'estimation des charges au titre des prestations définies

Les estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

e) Exercice

L'exercice de la société se termine le dernier dimanche de décembre. Les exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011 comprennent 53 et 52 semaines d'exploitation respectivement.

2. Bases de préparation (suite)

f) Effet des nouvelles normes comptables publiées, mais non encore entrées en vigueur

En novembre 2009, l'IASB a publié la nouvelle norme IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplacera la norme IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme fournit des indications sur le classement et l'évaluation des actifs financiers, ainsi que des exigences concernant la décomptabilisation d'actifs financiers et de passifs financiers. En octobre 2010, l'IASB a modifié l'IFRS 9 afin d'y ajouter des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers, ainsi que des exigences concernant la décomptabilisation d'actifs financiers et de passifs financiers. En décembre 2011, l'IASB a modifié la date de transition à l'IFRS 9, qui requiert l'application de l'IFRS 9 aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. La date de transition était auparavant prévue pour le 1^{er} janvier 2013.

En mai 2011, l'IASB a publié les nouvelles normes suivantes :

IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui remplacera certaines parties de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* et la SIC-12, *Consolidation-entités ad hoc*. Elle présente une nouvelle définition du contrôle fondé sur des principes, applicable à toute entité émettrice afin d'en déterminer le périmètre de consolidation. La norme fournit le cadre pour les états financiers consolidés et leur préparation en se fondant sur le principe du contrôle.

IFRS 11, *Partenariats*, qui remplacera la norme IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et la SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. L'IFRS 11 diffère des normes antérieures à certains égards. Entre autres, l'utilisation de la méthode de la consolidation proportionnelle ne sera plus permise en ce qui concerne les participations dans des coentreprises.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, cette nouvelle norme établit les exigences minimales en matière d'information à fournir lorsqu'une entité publiante détient une participation dans d'autres entités. Cette norme combine les informations à fournir au sujet des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées exclues du périmètre des états financiers consolidés, qui se retrouvent actuellement dans chaque norme individuelle applicable.

En juin 2011, l'IASB a publié les nouvelles normes suivantes :

Une version modifiée de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, ajoute une exigence pour les entités de regrouper les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global fondé sur leur reclassement potentiel dans le résultat net. Cette modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

Une version modifiée de l'IAS 19, *Avantages du personnel*, dont le but est d'éliminer l'application de la méthode dite « du corridor » ayant pour effet de reporter la comptabilisation des gains et pertes actuariels, de remplacer le taux de rendement attendu sur les actifs dans le calcul des charges au titre des prestations définies par le taux d'actualisation utilisé pour l'obligation, de simplifier la présentation des variations des actifs et des obligations découlant de régimes à prestations définies, et d'améliorer les informations à fournir pour les régimes à prestations définies.

Ces normes, à l'exception de l'IAS 1 modifiée et l'IFRS 9, s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes dans les états financiers consolidés. Certaines autres normes ont été publiées mais n'ont pas d'incidence pour la société.

3. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités de la société.

a) Principes de consolidation

Ces états financiers consolidés incluent les comptes de la société et de ses filiales.

i) Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par la société. RONA inc. détient et exerce ce contrôle au moyen de plus de la moitié des droits de vote et ce, pour la totalité de ses filiales. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

ii) Entités contrôlées conjointement

Les entités dont les activités économiques sont sous un contrôle conjoint de la société et d'entrepreneurs indépendants (les coentreprises) sont comptabilisées conformément à la méthode de la consolidation proportionnelle, selon laquelle la part détenue par la société dans l'actif, le passif, les produits et les charges est présentée avec les éléments similaires, ligne par ligne, dans les états financiers consolidés.

3. Principales méthodes comptables (suite)

a) Principes de consolidation (suite)

iii) Transactions éliminées dans les états financiers

Les soldes d'actifs et de passifs ainsi que les transactions, les produits et les charges résultant des transactions inter-sociétés sont intégralement éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

iv) Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle, présentées dans les capitaux propres, représentent la part du résultat et des actifs nets d'une filiale qui n'est pas détenue par la société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués aux propriétaires de RONA inc. et aux participations ne donnant pas le contrôle. Les autres éléments du résultat global total sont attribués aux propriétaires de RONA inc. et aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction de leurs participations respectives même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.

b) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode comporte la comptabilisation des actifs identifiables acquis et des passifs repris, y compris les passifs éventuels, qu'ils aient ou non été comptabilisés dans les états financiers de l'entreprise acquise avant l'acquisition. Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs de la filiale acquise sont inclus dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur. Le goodwill est inscrit après que les immobilisations incorporelles identifiables aient été isolées. Le goodwill représente l'excédent de la juste valeur de la contrepartie transférée sur la juste valeur de la part détenue par RONA inc. dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise à la date de l'acquisition. Tout excédent de l'actif net identifiable sur la contrepartie transférée est porté immédiatement en résultat net.

La contrepartie transférée par la société pour obtenir le contrôle d'une filiale est calculée comme la somme, à la date d'acquisition, des justes valeurs des actifs transférés, des dettes contractées et des parts de capitaux propres émis par la société, lesquels comprennent la juste valeur de tous les actifs ou passifs résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les coûts d'acquisition sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés.

c) Constatation des produits

Les produits provenant de la vente de biens sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des retours et ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités. La société constate ses produits à la suite de la vente en magasin ou à la livraison de la marchandise, lorsque la vente est acceptée par le client et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits des activités ordinaires incluent aussi une variété de services offerts par la société, tel que l'installation et la livraison de biens. Les produits de prestations de services sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. La société constate ses produits lorsque les obligations commerciales sont complétées, lorsque les services sont acceptés par le client et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits des activités ordinaires incluent également les produits de redevances perçus auprès des magasins franchisés. Les produits de redevances sont évalués en fonction d'un pourcentage des produits. Ils sont constatés lorsqu'ils sont gagnés et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits d'intérêts à l'égard des créances et des prêts et avances sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'engagements selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

d) Évaluation du stock

Le stock est évalué au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût du stock comprend les coûts d'acquisition, les autres coûts encourus pour amener le stock à l'endroit et dans l'état où il se trouve ainsi que les profits ou pertes réalisés sur les couvertures qualifiées de flux de trésorerie d'achats du stock en monnaies étrangères. Le stock est majoritairement composé de produits finis.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Un degré important de jugement est appliqué lors de l'estimation de l'effet de certains facteurs sur la valeur nette de réalisation du stock, telles que la désuétude et les pertes de stock. La quantité, l'âge et la condition du stock sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

e) Remises de fournisseurs

La société comptabilise les contreparties en espèces reçues de fournisseurs en réduction du prix des biens des fournisseurs et réduit le coût des marchandises vendues et le stock connexe figurant dans l'état consolidé du résultat net et dans l'état de la situation financière consolidé. Certaines exceptions s'appliquent quand la contrepartie en espèces reçue constitue soit un remboursement des frais de vente supplémentaires encourus par le revendeur, soit un paiement à l'égard de biens ou de services procurés au fournisseur, auquel cas la remise est constatée à titre de réduction des charges d'exploitation.

La société constate ces remises lorsque l'encaissement est considéré comme probable et pouvant faire l'objet d'une estimation raisonnable.

3. Principales méthodes comptables (suite)

e) Remises de fournisseurs (suite)

La société se base sur les achats réels durant l'exercice et l'atteinte des prévisions d'achats de marchandises ainsi que sur les conditions contractuelles pour déterminer la probabilité et l'estimation de l'encaissement. Les hypothèses sont réévaluées à chaque exercice.

f) Remises aux clients

La société comptabilise les contreparties en espèces remises aux clients comme une réduction du prix de vente et les présente comme une réduction des ventes de marchandises dans l'état consolidé du résultat net.

La société comptabilise ces remises lorsqu'elles sont considérées comme probables et qu'elles peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable.

g) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût incluant, s'il y a lieu, des intérêts capitalisés. Lorsque des composantes des immobilisations ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées en tant qu'immobilisations distinctes.

Les coûts d'emprunt pour financer la construction d'immobilisations, qui exige une longue période de préparation, sont capitalisés à partir de la date où sont entrepris les travaux et jusqu'à la date où les activités indispensables à la préparation des immobilisations pour leur utilisation prévue sont pratiquement toutes terminées. L'incorporation des coûts d'emprunt et la capitalisation des autres coûts similaires sont suspendues pendant les périodes prolongées au cours desquelles le développement actif est interrompu.

L'amortissement commence dès que l'immobilisation est prête à être mise en service et est comptabilisé selon le mode linéaire, de façon à amortir le coût diminué de la valeur résiduelle sur sa durée d'utilité estimative. En règle générale, les périodes d'amortissement sont les suivantes :

Stationnements	15 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Mobilier et équipement	3 à 20 ans
Équipement informatique	5 ans
Biens loués en vertu de contrats de location financement	5 à 10 ans

Le mode d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réévalués annuellement.

La société détient quelques immeubles qu'elle loue à des marchands affiliés du groupe RONA. Ces immeubles ne sont pas considérés comme étant des immeubles de placement, car ils sont utilisés dans le processus de fourniture de biens et les opérations de ces marchands génèrent des flux de trésorerie qui ne sont pas attribuables qu'aux biens immobiliers. Par conséquent, ils sont présentés avec les immobilisations corporelles.

Les terrains pour développement futur sont détenus en vue de leur aménagement et de leur utilisation comme biens immobiliers occupés par leurs propriétaires.

h) Actifs non courants détenus en vue de la vente

Lorsque la société entend vendre un actif non courant ou un groupe d'actifs, l'actif ou le groupe d'actifs destiné à être cédé est classé comme étant détenu en vue de la vente et présenté distinctement dans l'état de la situation financière si les conditions suivantes sont respectées :

- Il est hautement probable que la vente ait lieu dans l'année suivante ;
- L'actif ou le groupe d'actifs est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel ;
- La direction s'est engagée à l'égard d'un plan de vente et un acheteur est recherché activement en vue d'offrir l'actif ou le groupe d'actifs à un prix raisonnable par rapport à sa juste valeur.

Les actifs classés comme étant détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable immédiatement avant leur classement à titre d'actifs détenus en vue de la vente et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Aucun actif classé comme étant détenu en vue de la vente n'est amorti après qu'il ait été classé à ce titre.

i) Immobilisations incorporelles

Les logiciels, les marques de commerce à durée d'utilité déterminée, les frais de recrutement de marchands, les relations avec les clients et les baux à prix de faveur sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les logiciels acquis sont capitalisés en fonction des frais encourus pour acheter les licences et installer les logiciels en question.

L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif diminué de sa valeur résiduelle. Les logiciels sont amortis linéairement sur une période de cinq à dix ans. Les marques de commerce sont amorties linéairement sur une période de cinq à sept ans. Les frais de recrutement de marchands sont amortis linéairement sur une période de cinq ans. Les relations avec les clients sont amorties linéairement sur une période de dix ans. Les baux à prix de faveur sont amortis linéairement sur la durée restante des baux. Le mode d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réévalués annuellement.

3. Principales méthodes comptables (suite)

i) Immobilisations incorporelles (suite)

Les marques de commerce à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable ne sera peut-être pas recouvrable.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est inclus dans les amortissements et dépréciation des actifs non financiers dans les états consolidés du résultat net.

Les coûts d'emprunts sont capitalisés à l'égard des immobilisations incorporelles en utilisant la même méthode que pour les immobilisations corporelles.

j) Goodwill

Le goodwill représente les avantages économiques futurs résultant d'un regroupement d'entreprises qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément. Le goodwill n'est pas amorti et est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il a subi une baisse de valeur. Il est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

k) Dépréciation des actifs non courants

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe une quelconque indication qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. La valeur recouvrable des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ou qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service et du goodwill est estimée chaque année à la même date.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la société pose des hypothèses relatives aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Bien que la société détermine les hypothèses en fonction de l'information du marché disponible au moment de l'évaluation, les résultats réels peuvent différer.

Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent pas être testés individuellement sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie résultant de leur utilisation continue, largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs (l'« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT »). Pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, les UGT auxquelles le goodwill est alloué sont regroupées de telle façon que le niveau auquel le test de dépréciation est mené reflète le niveau le plus bas où le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne, le regroupement des UGT étant limité au secteur opérationnel. Le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux groupes d'UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises.

Les actifs de support de la société ne génèrent pas d'entrées de trésorerie séparées. S'il y a une indication qu'un actif de support a pu perdre de la valeur, la valeur recouvrable est déterminée pour l'UGT à laquelle l'actif de support appartient. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son UGT est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une UGT (ou d'un groupe d'UGT) est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT, puis à la réduction des valeurs comptables des autres actifs de l'UGT (ou du groupe d'UGT) au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT (ou du groupe d'UGT).

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise. Pour les autres actifs, la société apprécie à chaque date de clôture s'il existe une indication que des pertes de valeurs comptabilisées au cours de périodes antérieures aient diminué ou n'existent plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

l) Actifs loués

Les contrats de location ayant pour effet de transférer à la société la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement. Dans ce cas, lors de la comptabilisation initiale, l'actif loué est comptabilisé pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Après la comptabilisation initiale, l'actif est comptabilisé selon la méthode comptable applicable à ce type d'actif.

Tout autre contrat de location est un contrat de location simple et, conséquemment, les actifs loués afférents ne sont pas comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidé de la société. Les paiements au titre du contrat de location simple sont comptabilisés en résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les avantages reçus au titre de la location sont comptabilisés en réduction du total des charges locatives, sur la durée du contrat de location. Les avantages incitatifs reportés relatifs à un bail sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat.

3. Principales méthodes comptables (suite)

m) Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants incluent entre autres les frais de financement qui sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du financement.

n) Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend les impôts exigibles et les impôts différés. Elle est comptabilisée en résultat net, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée directement dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres.

Les impôts exigibles sont les impôts qui devront vraisemblablement être payés sur le revenu imposable de l'année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et ils comprennent également tout ajustement des impôts à payer relatifs à des années antérieures.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont déterminés en fonction de la différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont mesurés en appliquant les taux d'imposition et les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date des états financiers, pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont susceptibles de se résorber.

La société comptabilise une charge d'impôt sur le résultat pour chaque juridiction fiscale où elle exerce ses activités. Toutefois, le montant réel de la charge d'impôt sur le résultat est connu en définitive que lorsque la déclaration fiscale est soumise et que les autorités fiscales l'ont acceptée, c'est-à-dire après la publication des états financiers. En outre, pour estimer la charge d'impôt, la société tient compte de la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé en se fondant sur la capacité à imputer les déductions fiscales futures sous-jacentes, avant leur expiration, aux bénéfices imposables futurs. L'estimation se fonde sur les réglementations fiscales adoptées ou quasi adoptées et sur les bénéfices imposables futurs estimatifs. Si les estimations diffèrent des montants réels déterminés lors de la préparation des déclarations fiscales finales, le résultat d'une période ultérieure pourrait être affecté.

o) Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de façon fiable, et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant des provisions dont l'échéance est supérieure à 12 mois est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus lorsque l'effet de l'actualisation est significatif, à un taux avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif.

Une provision pour contrat déficitaire est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat par la société sont inférieurs aux coûts inévitables devant être encourus pour satisfaire aux obligations contractuelles. La provision est évaluée à la valeur actuelle du plus faible du coût attendu de la résiliation ou de l'exécution du contrat. Préalablement à la détermination d'une provision, la société comptabilise toute perte de valeur survenue sur les actifs dédiés à ce contrat.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la société a établi un plan formalisé de la restructuration et lorsque la restructuration a été amorcée ou annoncée publiquement. Les pertes opérationnelles futures ne font l'objet d'aucune provision.

Une provision pour garantie est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants. La provision repose sur les données historiques des garanties.

Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter les meilleures estimations actuelles à cette date.

Lorsqu'une sortie possible de ressources représentatives d'avantages économiques résultant d'une obligation actuelle est considérée comme étant improbable ou de probabilité faible, aucun passif n'est comptabilisé. Lors d'un regroupement d'entreprises, les passifs éventuels sont comptabilisés au cours de la répartition du prix d'achat entre les actifs identifiables acquis et les passifs repris dans le cadre du regroupement d'entreprises. Ils sont ensuite évalués au montant le plus élevé d'une provision comparable comme décrite précédemment, et du montant initialement comptabilisé diminué de l'amortissement.

Les entrées probables d'avantages économiques pour la société qui ne remplissent pas encore les critères de comptabilisation d'un actif, sont traitées comme des actifs éventuels qui ne sont pas comptabilisés dans l'état de la situation financière.

Si la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct si, et seulement si, l'entité a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement si elle éteint son obligation.

p) Autres passifs non courants

Les autres passifs incluent, entre autres, les obligations reportées relatives à des baux résultant de la constatation par la société de la charge locative de façon linéaire sur la durée du bail lorsque des baux contiennent des clauses de prix échelonnés.

3. Principales méthodes comptables (suite)

q) Régimes d'options d'achat d'actions

Le coût de rémunération lié aux options émises par la société est mesuré à la juste valeur des options à la date d'attribution et est constaté sur la période d'acquisition des droits par les détenteurs qui correspond à la période de service attendue des employés. Le crédit correspondant à la charge de personnel est porté au compte de surplus d'apport au moment où la charge est comptabilisée en résultat net.

Le montant comptabilisé comme charge de personnel est ajusté afin de refléter le nombre d'options, estimé par la direction, pour lesquelles les conditions liées aux services seront remplies à compter de la date d'attribution jusqu'à la date d'acquisition des droits afin que la charge ultimement comptabilisée corresponde aux options sur lesquelles les droits ont été réellement acquis. Au moment de l'exercice des options ou de l'achat des actions, toute contrepartie reçue des employés ainsi que le coût de rémunération correspondant qui avait été constaté à titre de surplus d'apport sont portés au crédit du compte de capital social.

r) Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La société offre un régime d'unités d'actions de négociation restreintes (UANR) aux dirigeants et aux employés clés de la société. Les UANR sont acquises après une durée maximale de trois ans, une portion des UANR sont acquises sur la base de cibles de rendement et une autre portion en fonction de l'écoulement du temps.

La juste valeur des UANR est comptabilisée comme une charge de personnel linéairement sur la période d'acquisition. Les UANR sont réévaluées à la juste valeur à la date de clôture de chaque période, jusqu'à la date d'acquisition, en utilisant le cours de l'action ordinaire de la société. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de personnel et la contrepartie est présentée dans les fournisseurs et autres créditeurs.

s) Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

Les membres du conseil d'administration de la société, qui ne font pas partie de la direction de la société, peuvent choisir de recevoir, en tout ou en partie, leurs honoraires annuels sous forme d'unités d'actions différées (UAD). Le passif au titre de la rémunération sous forme d'UAD est comptabilisé à la juste valeur selon le nombre d'unités d'actions en circulation et selon le cours de l'action ordinaire de la société. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les fournisseurs et autres créditeurs.

t) Monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de la société qui est le dollar canadien au taux de change en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date de clôture.

Les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change d'origine. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des opérations ou aux taux de change moyens de la période.

Les profits et les pertes de change découlant du règlement des transactions et de la réévaluation des éléments monétaires et non monétaires à la date de clôture sont comptabilisés en résultat net.

u) Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif financier ou du passif financier et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après :

- L'encaisse, les clients et autres débiteurs ainsi que les prêts et avances (qui sont inclus dans les autres actifs financiers) sont classés comme prêts et créances. L'encaisse est évaluée subséquemment au coût amorti, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement. Les clients et autres débiteurs sont enregistrés au coût amorti, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses. Les prêts et avances sont subséquemment évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Les emprunts bancaires, les fournisseurs et autres créditeurs, les dividendes à payer et la dette à long terme sont classés comme passifs financiers au coût amorti et sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

À l'exception des coûts de transaction liés au crédit rotatif qui sont présentés à titre d'autres actifs non courants, les coûts de transaction relatifs aux passifs financiers évalués au coût amorti sont comptabilisés en réduction de la valeur comptable des passifs financiers afférents. Ces coûts sont amortis sur la durée des passifs financiers afférents, en fonction de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration. Tous les actifs financiers sauf ceux évalués à la juste valeur par le biais des états consolidés du résultat net font l'objet d'un test de dépréciation au moins à chaque date de clôture.

3. Principales méthodes comptables (suite)

v) Instruments financiers dérivés et couverture de flux de trésorerie

La société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de change. La société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation.

Lors de la désignation initiale de la couverture, la société documente formellement la relation entre l'instrument de couverture et l'instrument couvert, les objectifs de gestion des risques et la stratégie poursuivie lors de la mise en place de la couverture, ainsi que les méthodes qui seront utilisées pour apprécier l'efficacité de la relation de couverture. La société apprécie, à la mise en place de la relation de couverture et de façon continue, si elle s'attend à ce que les instruments de couverture soient « hautement efficaces » pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts pendant la période pour laquelle la couverture est désignée.

Les dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur; les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont encourus. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à la juste valeur et les variations en résultant sont comptabilisées selon les modalités ci-dessous.

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture dans une couverture de variation des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à une transaction prévue hautement probable qui pourrait affecter le résultat, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée dans la réserve de couvertures de flux de trésorerie au sein des capitaux propres. Le montant comptabilisé en autres éléments du résultat global est sorti et inclus dans l'état consolidé du résultat net sur la période au cours de laquelle les flux de trésorerie couverts affectent le résultat; le montant relatif à l'élément de couverture est comptabilisé sur la même ligne des autres éléments du résultat global que l'élément couvert. Toute partie inefficace dans les variations de juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement en résultat net.

Lorsque l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères d'une comptabilité de couverture, arrive à maturité, est vendu, résilié, exercé ou lorsque sa désignation est annulée, la société cesse de pratiquer la comptabilité de couverture à titre prospectif. La perte ou le profit cumulé à cette date en autres éléments du résultat global est maintenu dans la réserve de couverture au sein des capitaux propres jusqu'à la réalisation de la transaction prévue. Lorsque l'élément couvert est un actif non financier, la perte ou le profit cumulé associé comptabilisé en autres éléments du résultat global est transféré dans le coût initial de l'actif lorsqu'il est comptabilisé. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde des autres éléments du résultat global est comptabilisé immédiatement en résultat net. Dans les autres cas, les pertes et profits associés qui ont été comptabilisés en autres éléments du résultat global sont transférés en résultat net sur la période au cours de laquelle l'élément couvert affecte le résultat net.

w) Capitaux propres

Le capital social représente le montant reçu à l'émission d'actions. Lorsque les titres ont été émis lors d'une acquisition d'entreprise, le montant comptabilisé est la juste valeur à la date d'acquisition.

Les actions auto détenues représentent le coût des actions de la société détenues par des coentreprises.

Les dépôts sur souscription d'actions ordinaires représentent les sommes encaissées au cours de l'exercice en vertu d'ententes commerciales conclues avec les marchands affiliés et franchisés.

Les résultats non distribués comprennent l'ensemble des profits non distribués de l'exercice en cours et des exercices antérieurs. Ils comprennent aussi les frais relatifs à l'émission d'actions, déductions faites des recouvrements d'impôts sur le résultat.

Le surplus d'apport comprend le coût de rémunération au titre des régimes d'options d'achat d'actions de la société. Il comprend aussi les gains sur la cession d'actions ordinaires de RONA inc. réalisés par des filiales et des coentreprises.

La réserve de couvertures de flux de trésorerie consiste en la portion efficace de la variation nette cumulative de la juste valeur d'un instrument de couverture de flux de trésorerie relatif à des opérations de couverture non réalisées.

Les participations ne donnant pas le contrôle consistent en la portion des capitaux propres des filiales qui n'est pas détenue, directement ou indirectement, par la société.

Les dividendes sur les actions ordinaires à verser aux actionnaires sont présentés à titre d'autres passifs lorsqu'ils ont été approuvés avant la date de présentation de l'information financière.

Les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées sont classés à titre d'autres passifs et sont comptabilisés avec le passage du temps.

3. Principales méthodes comptables (suite)

x) Avantages du personnel

Régimes à prestations définies

L'actif ou le passif au titre des régimes à prestations définies comptabilisés dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture diminuée de la juste valeur des actifs des régimes et certains ajustements qui sont décrits ci-dessous :

- Montant non comptabilisé dû à la limite de l'actif
- Passif comptabilisé à l'égard des exigences de financement minimal

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des salariés et le taux de mortalité. L'obligation de la société au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période actuelle et des périodes antérieures.

Le taux d'actualisation des obligations est déterminé par référence au taux de rendement du marché, à la date de clôture, des obligations d'entités de première catégorie qui sont libellées dans la même monnaie que le paiement des prestations et ayant des échéances similaires à celles du passif au titre des régimes à prestations définies connexe.

Les gains actuariels et les pertes actuarielles découlant du calcul de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes sont comptabilisés dans l'état consolidé des autres éléments du résultat global et enregistrés immédiatement dans les résultats non distribués sans incidence à l'état consolidé du résultat net.

Le montant de l'actif au titre des régimes à prestations définies ne peut excéder la valeur actualisée de tout avantage économique disponible sous forme de remboursement futur ou de diminution des cotisations futures du régime (« la limite de l'actif »). Toutes les exigences de financement minimal qui s'appliquent aux régimes de la société sont prises en compte pour calculer la valeur actuelle des avantages économiques. Un passif supplémentaire est comptabilisé pour un montant équivalent à l'obligation de financement minimal pour les régimes à prestations définies lorsque la société n'a pas un droit inconditionnel aux surplus. La variation du passif constatée durant la période est comptabilisée à l'état consolidé des autres éléments du résultat global.

Le rendement attendu des actifs des régimes est fondé sur la juste valeur des actifs des régimes et est comptabilisé en résultat net.

Le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes est reporté et comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée moyenne restante à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Si les droits à des prestations sont acquis immédiatement, le coût des avantages est comptabilisé immédiatement en résultat net.

Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires.

Les contributions aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges au titre des avantages du personnel sur les périodes au courant desquelles les services sont rendus par les membres du personnel.

y) Résultat par action et information relative au nombre d'actions

La société présente un résultat par action de base et dilué pour ses actions ordinaires, calculé en divisant le résultat net attribuable aux propriétaires de RONA inc., ajusté des dividendes sur actions privilégiées, incluant les impôts y afférents, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, ajusté du nombre d'actions auto détenues.

Le résultat dilué par action est calculé en tenant compte de la dilution qui pourrait survenir si les titres ou autres contrats visant à émettre des actions ordinaires étaient exercés ou convertis en actions ordinaires au début de l'exercice ou à la date de leur émission si elle est postérieure.

z) Informations sectorielles

Un secteur opérationnel est une composante de la société qui exerce des activités à partir desquelles elle est susceptible de tirer des produits et d'engager des charges, y compris des produits et des charges relatifs à des transactions avec d'autres composantes de la société. Les résultats de tous les secteurs opérationnels, pour lesquels des informations financières isolées sont disponibles, sont régulièrement revus par le président et chef de la direction de la société, qui les utilise pour prendre les décisions d'allocation de ressources aux secteurs et pour apprécier leur performance.

Pour identifier les secteurs à présenter, la direction s'appuie sur les particularités de produits et de services offerts. Des secteurs opérationnels ont été regroupés puisqu'ils partagent des caractéristiques économiques, des produits et des clientèles similaires. Les produits du secteur de distribution proviennent de l'approvisionnement effectué aux magasins affiliés, franchisés et corporatifs. Les produits du secteur de détail et commercial correspondent à la vente des différents produits et services effectuée directement aux consommateurs.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

3. Principales méthodes comptables (suite)

z) Informations sectorielles (suite)

Les conventions comptables qui s'appliquent aux secteurs opérationnels sont les mêmes que celles qui sont décrites dans les méthodes comptables. La société comptabilise les opérations intersectorielles qui ont lieu dans le cours normal des activités à la juste valeur.

4. Produits des activités ordinaires

	2012		2011	
Ventes de marchandises	4 811 955	\$	4 739 484	\$
Prestations de services	47 118		41 027	
Redevances perçues	24 943		24 073	
Total des produits des activités ordinaires	4 884 016	\$	4 804 584	\$

5. Informations additionnelles sur le résultat et les charges

5.1 Résultat opérationnel avant dépréciation du goodwill, charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts

	2012		2011	
Produits des activités ordinaires	4 884 016	\$	4 804 584	\$
Coût des marchandises vendues (note 6)	(3 544 833)		(3 436 636)	
Marge brute	1 339 183		1 367 948	
Frais de vente, généraux et d'administration	(1 283 712)		(1 232 747)	
Profits nets sur cession d'éléments d'actif	3 973		1 123	
Autres produits	26 119		20 576	
Résultat opérationnel avant dépréciation du goodwill, charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts	85 563	\$	156 900	\$

5.2 Amortissements et dépréciation des actifs non financiers

	2012		2011	
Amortissements des immobilisations corporelles	69 571	\$	80 348	\$
Amortissements des biens loués inclus dans les immobilisations corporelles	565		1 860	
Amortissements des immobilisations incorporelles	26 867		23 831	
Amortissements des autres actifs non courants	1 193		877	
Dépréciation d'actifs non financiers	17 539		42 820	
Total des amortissements et dépréciation des actifs non financiers	115 735	\$	149 736	\$

5.3 Charges au titre des avantages du personnel

	2012		2011	
Salaires et traitements	491 835	\$	477 674	\$
Charges au titre des prestations définies	392		892	
Charges au titre des cotisations définies (note 26)	12 810		10 473	
Charges (recouvrements) relatifs à la rémunération à base d'actions (note 23)	3 676		(2 684)	
Prestation de cessation d'emploi	17 657		9 254	
Autres charges sociales	105 166		105 037	
Total des charges au titre des avantages du personnel	631 536	\$	600 646	\$

5.4 Charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts

Au cours de l'exercice 2011, la société a pris d'importantes mesures afin d'améliorer son efficacité, d'optimiser sa structure de capital pour augmenter son rendement sur le capital. Dans ce contexte, en 2012, la société continue la mise en place de certaines composantes de son plan d'affaires entamé en 2011.

Les montants totaux de la charge de restructuration, de la dépréciation d'actifs non financiers et des autres coûts constatés se détaillent comme suit :

	2012		2011	
Frais afférents à la liquidation de stock	7 507	\$	18 700	\$
Prestation de cessation d'emploi (note 20)	3 516		-	
Dépréciation d'actifs non financiers	6 254		42 820	
Contrats déficitaires (note 20)	25 043		-	
Autres coûts	1 948		9 823	
Charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts	44 268	\$	71 343	\$

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

6. Stock

Pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012, un montant de 3 544 833 \$ de stock avant la charge de restructuration a été imputé en charges à l'état consolidé du résultat net (3 436 636 \$ en 2011).

Pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012, une charge de dépréciation de stock de 28 772 \$ (49 363 \$ en 2011), dont un montant de 7 507 \$ est inclus dans la charge de restructuration (note 5.4) (18 700 \$ en 2011), a été imputée à l'état consolidé du résultat net. Aucune reprise de baisse de valeur n'a été comptabilisée.

7. Impôt sur le résultat**Charge d'impôt sur le résultat**

La relation entre la charge d'impôt sur le résultat attendue calculée sur la base du taux d'imposition en vigueur pour la société de 26,90 % au 30 décembre 2012 (27,31 % au 25 décembre 2011) et la charge d'impôt présentée à l'état consolidé du résultat net se rapproche comme suit, montrant aussi les composantes principales de la charge d'impôt :

	2012	2011
Résultat avant la charge d'impôt sur le résultat	26 052 \$	(60 910) \$
Taux d'impôt applicable à la société	26,90 %	27,31 %
Charge d'impôt attendue	7 008	(16 631)
Éléments non déductibles (imposables)	(262)	324
Dépréciation du goodwill non déductible	-	29 552
Autres	223	618
Charge d'impôt sur le résultat	6 969 \$	13 863 \$
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible pour l'exercice	14 629 \$	30 611 \$
Ajustements au titre des exercices précédents	(6)	24
Total de la charge d'impôt exigible	14 623 \$	30 635 \$
Charge d'impôt différé		
Constatation et renversement des différences temporelles	(7 743) \$	(17 139) \$
Diminution du taux d'impôt	89	367
Total de la charge d'impôt différé	(7 654) \$	(16 772) \$
Total de la charge d'impôt sur le résultat	6 969 \$	13 863 \$

Impôt sur le résultat comptabilisé dans les autres éléments du résultat global

	2012	2011
Couvertures de flux de trésorerie		
Avant impôt	(2 863) \$	(691) \$
Produit d'impôt différé	770	186
Net d'impôt	(2 093) \$	(505) \$
Pertes actuarielles		
Avant impôt	(3 674) \$	(3 770) \$
Produit d'impôt différé	971	995
Net d'impôt	(2 703) \$	(2 775) \$

Le taux d'impôt effectif consolidé des activités a été un taux de 26,75 % et un taux négatif de 22,76 %, respectivement, pour les exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011. La variation du taux d'impôt effectif est principalement attribuable au changement du taux statutaire combiné de la société et à la dépréciation du goodwill non déductible de 2011.

7. Impôt sur le résultat (suite)

Actifs et passifs d'impôt différé

Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés :

	au 30 décembre 2012		
	Actifs	Passifs	Net
Pertes autre qu'en capital	13 045 \$	1 292 \$	14 337 \$
Pertes en capital	441	20	461
Frais directs relatifs aux acquisitions d'entreprises	103	402	505
Charges non déduites	22 219	3 406	25 625
Immobilisations corporelles et incorporelles	23 509	(22 294)	1 215
Goodwill	(1 748)	(7 221)	(8 969)
Frais reliés à l'émission d'actions	–	1 280	1 280
Produits différés	6 702	–	6 702
Paiements incitatifs reçus	–	(2 017)	(2 017)
Régimes de retraite	800	881	1 681
Produits dérivés	956	11	967
Autres	226	(310)	(84)
Actifs (passifs) nets d'impôt différé	66 253 \$	(24 550) \$	41 703 \$

	au 25 décembre 2011		
	Actifs	Passifs	Net
Pertes autre qu'en capital	13 839 \$	– \$	13 839 \$
Pertes en capital	183	–	183
Frais directs relatifs aux acquisitions d'entreprises	848	–	848
Charges non déduites	10 655	–	10 655
Immobilisations corporelles et incorporelles	24 163	(21 110)	3 053
Goodwill	702	(8 004)	(7 302)
Frais reliés à l'émission d'actions	1 970	–	1 970
Produits différés	6 826	–	6 826
Paiements incitatifs reçus	–	(2 284)	(2 284)
Régimes de retraite	1 930	(73)	1 857
Produits dérivés	273	–	273
Autres	3 850	(1 288)	2 562
Actifs (passifs) nets d'impôt différé	65 239 \$	(32 759) \$	32 480 \$

Variations des actifs (passifs) d'impôt différé au cours de l'exercice :

	Solde au 25 décembre 2011	Résultat net	Acquisitions d'entreprises	Autres éléments du résultat global	Autres	Solde au 30 décembre 2012
Pertes autre qu'en capital	13 839 \$	498 \$	– \$	– \$	– \$	14 337 \$
Pertes en capital	183	278	–	–	–	461
Frais directs relatifs aux acquisitions d'entreprises	848	(343)	–	–	–	505
Charges non déduites	10 655	14 970	–	–	–	25 625
Immobilisations corporelles et incorporelles	3 053	(1 619)	(219)	–	–	1 215
Goodwill	(7 302)	(1 667)	–	–	–	(8 969)
Frais reliés à l'émission d'actions	1 970	(690)	–	–	–	1 280
Produits différés	6 826	(124)	–	–	–	6 702
Paiements incitatifs reçus	(2 284)	267	–	–	–	(2 017)
Régimes de retraite	1 857	(1 147)	–	971	–	1 681
Produits dérivés	273	(76)	–	770	–	967
Autres	2 562	(2 693)	–	–	47	(84)
Actifs nets d'impôt différé	32 480 \$	7 654 \$	(219) \$	1 741 \$	47 \$	41 703 \$

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

7. Impôt sur le résultat (suite)**Actifs et passifs d'impôt différé (suite)****Variations des actifs (passifs) d'impôt différé au cours de l'exercice (suite) :**

	Solde au 26 décembre 2010	Résultat net	Acquisitions d'entreprises	Autres éléments du résultat global	Autres	Solde au 25 décembre 2011
Pertes autre qu'en capital	9 203 \$	4 636 \$	– \$	– \$	– \$	13 839 \$
Pertes en capital	58	125	–	–	–	183
Frais directs relatifs aux acquisitions d'entreprises	81	767	–	–	–	848
Charges non déduites	9 909	746	–	–	–	10 655
Immobilisations corporelles et incorporelles	(3 063)	7 418	(1 302)	–	–	3 053
Goodwill	(9 548)	2 246	–	–	–	(7 302)
Frais reliés à l'émission d'actions	1 216	(721)	–	–	1 475	1 970
Produits différés	6 241	585	–	–	–	6 826
Paievements incitatifs reçus	(1 638)	(646)	–	–	–	(2 284)
Régimes de retraite	1 544	(682)	–	995	–	1 857
Produits dérivés	–	87	–	186	–	273
Autres	446	2 211	–	–	(95)	2 562
Actifs nets d'impôt différé	14 449 \$	16 772 \$	(1 302) \$	1 181 \$	1 380 \$	32 480 \$

Tous les actifs d'impôt différé ont été comptabilisés dans l'état de la situation financière, incluant les différences temporelles déductibles, les pertes fiscales et les crédits d'impôt non utilisés.

8. Informations sur les flux de trésorerie

Les variations nettes d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2012	2011
Clients et autres débiteurs	4 926 \$	(69 688) \$
Stock	(44 425)	84 183
Frais payés d'avance	789	(2 715)
Instruments financiers dérivés	1 399	(387)
Fournisseurs et autres créditeurs	22 075	53 900
Provisions (a)	359	1 389
	(14 877) \$	66 682 \$

(a) Excluant la variation de la provision de restructuration laquelle est présentée sur une ligne distincte dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

9. Acquisitions d'entreprises

Le 29 octobre 2012, la société a acquis les actifs d'un marchand situé en Alberta, évoluant dans le secteur du détail et commercial.

Le 2 avril 2012, la société a acquis les actifs d'un marchand situé au Québec, évoluant dans le secteur du détail et commercial.

Le 6 janvier 2012, la société a acquis toutes les actions d'un marchand situé au Québec, évoluant dans le secteur du détail et commercial.

Au cours de l'exercice 2011, la société a acquis cinq compagnies évoluant dans le secteur du détail et commercial et une compagnie évoluant dans le secteur de la distribution au moyen d'achat d'actions ou d'achat d'actifs.

De plus, au cours de l'exercice 2011, la société a acquis la part des actionnaires minoritaires dans les actifs d'un magasin qui était la propriété d'une de ses filiales détenue à 51 %. Cette transaction a eu pour effet de diminuer la participation ne donnant pas le contrôle de 490 \$ et de faire varier le surplus d'apport du même montant.

Les résultats d'exploitation de ces entreprises sont consolidés depuis leur date d'acquisition.

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

9. Acquisitions d'entreprises (suite)

Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie de 15 067 \$ (56 195 \$ en 2011). Des coûts directs relatifs à ces acquisitions de 119 \$ ont été comptabilisés dans les frais de vente, généraux et d'administration pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 (666 \$ en 2011). La société a financé ces acquisitions à même son encaisse et ses facilités de crédit existantes.

La répartition des prix d'achats des acquisitions a été établie de la façon suivante :

	2012	2011
Clients et autres débiteurs	2 478 \$	6 298 \$
Stock	6 579	19 956
Autres actifs courants	156	244
Immobilisations corporelles	10 007	30 040
Goodwill à l'acquisition	1 212	16 777
Immobilisations incorporelles	-	45
Passifs courants	(5 114)	(15 251)
Dettes à long terme	(32)	(1 144)
Passifs d'impôt différé	(219)	(770)
Coût des acquisitions	15 067	56 195
Moins : Soldes de prix d'achats	(3 259)	(8 488)
Contreparties payées en espèces	11 808 \$	47 707 \$

La société prévoit qu'aucun montant (6 989 \$ en 2011) du goodwill ne sera déductible sur le plan fiscal.

L'excédent du prix d'acquisition sur la valeur des actifs nets corporels et des immobilisations incorporelles identifiables acquises moins les passifs repris a été inscrit à titre de goodwill. Il représente les synergies prévues dans le cadre de ces acquisitions.

La répartition provisoire des prix d'achats des acquisitions de 2012 pourrait subir des ajustements par suite de l'achèvement des évaluations définitives.

10. Clients et autres débiteurs

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Comptes clients		
Clients au détail et commercial	286 622 \$	260 319 \$
Magasins affiliés et franchisés	65 773	93 927
Coentreprises	2 087	3 510
	354 482	357 756
Autres débiteurs	8 670	12 338
	363 152 \$	370 094 \$

11. Autres actifs financiers

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Placements dans des sociétés associées		
Actions selon la méthode de mise en équivalence	4 986 \$	4 845 \$
Prêts et avances au coût		
Prêts hypothécaires et billets à terme, taux moyen pondéré de 5,94 % (6,7 % en 2011), échéant à différentes dates jusqu'en 2019	11 499	10 240
	16 485	15 085
Total autres actifs financiers courants	1 440	1 468
Total autres actifs financiers non courants	15 045 \$	13 617 \$

Des revenus d'intérêts de 1 602 \$ (1 687 \$ en 2011) relatifs aux prêts et avances présentés ci-dessus sont inclus dans les produits financiers à l'état consolidé du résultat net.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

12. Immobilisations corporelles

	Terrains et stationnements	Bâtiments	Améliorations locatives	Mobilier et équipement	Équipement informatique	Projets en cours (a)	Terrains pour développement futur	Biens loués en vertu de contrats de location-financement		Total
								Mobilier et équipement	Équipement informatique	
Coût	313 063 \$	362 280 \$	245 235 \$	424 364 \$	112 082 \$	6 127 \$	39 445 \$	7 096 \$	1 150 \$	1 510 842 \$
Amortissement cumulé	30 682	90 823	149 222	269 526	89 162	–	–	6 038	1 143	636 596
Solde au 25 décembre 2011	282 381	271 457	96 013	154 838	22 920	6 127	39 445	1 058	7	874 246
Amortissement de l'exercice	(2 645)	(13 171)	(11 901)	(32 469)	(9 385)	–	–	(561)	(4)	(70 136)
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	3 734	5 510	–	752	11	–	–	–	–	10 007
Autres acquisitions	884	1 512	5 580	16 588	7 436	5 948	23	–	–	37 971
Cessions d'immobilisations	(31)	(77)	(15)	(552)	(15)	–	–	–	–	(690)
Transferts entre les catégories d'immobilisations corporelles	–	1 403	27	3 243	142	(4 625)	–	(187)	(3)	–
Transferts entre les immobilisations corporelles et les actifs non courants détenus en vue de la vente	(14 551)	(9 577)	(149)	–	–	–	–	–	–	(24 277)
Dépréciation (note 5.2)	(901)	(4 785)	(6 016)	(1 222)	(151)	–	–	(4)	–	(13 079)
Autres changements	(82)	(106)	(120)	179	451	(456)	–	(7)	–	(141)
Total des changements	(13 592)	(19 291)	(12 594)	(13 481)	(1 511)	867	23	(759)	(7)	(60 345)
Solde au 30 décembre 2012	268 789	252 166	83 419	141 357	21 409	6 994	39 468	299	–	813 901
Coût	300 276	353 314	247 269	448 498	118 938	6 994	39 468	4 352	961	1 520 070
Amortissement cumulé	31 487	101 148	163 850	307 141	97 529	–	–	4 053	961	706 169
Solde au 30 décembre 2012	268 789 \$	252 166 \$	83 419 \$	141 357 \$	21 409 \$	6 994 \$	39 468 \$	299 \$	– \$	813 901 \$

(a) Les projets en cours sont constitués de coûts relatifs à la construction de bâtiments qui serviront à l'exploitation de magasins.

Pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012, il n'y a eu aucun intérêt capitalisé aux immobilisations corporelles (524 \$ en 2011). Le taux moyen pondéré utilisé pour déterminer les coûts d'emprunt capitalisables en 2011 était de 5,44 %.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

12. Immobilisations corporelles (suite)

	Terrains et stationnements	Bâtiments	Améliorations locatives	Mobiliers et équipement	Équipement informatique	Projets en cours (a)	Biens loués en vertu de contrats de location-financement		Total	
							Terrains pour développement futur	Mobilier et équipement informatique		
Coût	271 475 \$	307 212 \$	235 077 \$	397 191 \$	100 434 \$	59 132 \$	37 843 \$	12 704 \$	15 428 \$	1 436 496 \$
Amortissement cumulé	27 820	75 149	115 218	231 288	76 572	1 182	–	9 011	15 212	551 452
Solde au 26 décembre 2010	243 655	232 063	119 859	165 903	23 862	57 950	37 843	3 693	216	885 044
Amortissement de l'exercice	(2 856)	(12 413)	(16 266)	(39 018)	(9 818)	–	–	(1 650)	(187)	(82 208)
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	10 950	13 422	3	5 359	306	–	–	–	–	30 040
Autres acquisitions	2 448	5 460	7 419	32 202	11 561	9 475	1 633	–	–	70 198
Cessions d'immobilisations	(307)	(965)	(109)	(382)	(85)	–	–	(460)	–	(2 308)
Transferts entre les catégories d'immobilisations corporelles	37 861	32 533	32	2 315	340	(73 113)	71	(39)	–	–
Transferts entre les immobilisations corporelles et les actifs non courants détenus en vue de la vente	(594)	(1 335)	–	–	–	–	–	–	–	(1 929)
Dépréciation (note 5.2)	–	(1 136)	(14 947)	(11 908)	(1 727)	–	–	–	–	(29 718)
Autres changements	(8 776)	3 828	22	367	(1 519)	11 815	(102)	(486)	(22)	5 127
Total des changements	38 726	39 394	(23 846)	(11 065)	(942)	(51 823)	1 602	(2 635)	(209)	(10 798)
Solde au 25 décembre 2011	282 381	271 457	96 013	154 838	22 920	6 127	39 445	1 058	7	874 246
Coût	313 063	362 280	245 235	424 364	112 082	6 127	39 445	7 096	1 150	1 510 842
Amortissement cumulé	30 682	90 823	149 222	269 526	89 162	–	–	6 038	1 143	636 596
Solde au 25 décembre 2011	282 381 \$	271 457 \$	96 013 \$	154 838 \$	22 920 \$	6 127 \$	39 445 \$	1 058 \$	7 \$	874 246 \$

(a) Les projets en cours sont constitués de coûts relatifs à la construction de bâtiments qui serviront à l'exploitation de magasins.

13. Actifs non courants détenus en vue de la vente

La société prévoit se départir des actifs non courants détenus en vue de la vente dans un délai n'excédant pas un an. Il s'agit principalement de terrains et bâtiments du secteur du détail et commercial qui ne sont plus utilisés à des fins d'exploitation, et pour lesquels la société a établi un plan de vente détaillé.

L'évolution des actifs non courants détenus en vue de la vente est présentée ci-après :

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Solde au début	10 455 \$	16 474 \$
Ajouts	24 277	5 632
Dispositions	(11 834)	(7 948)
Reclassement aux immobilisations corporelles	–	(3 703)
Solde à la fin	22 898	10 455
Actifs non courants détenus en vue de la vente		
Terrains	13 154	9 392
Bâtiments	9 744	1 063
Total	22 898 \$	10 455 \$

14. Goodwill

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Solde au début	426 968 \$	529 094 \$
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises (note 9)	1 212	16 777
Dépréciation	-	(117 000)
Ajustement de la répartition du prix d'achat d'une acquisition	-	(1 903)
Solde à la fin	428 180 \$	426 968 \$

Pour les besoins du test de dépréciation annuel, le goodwill a été affecté aux groupes d'UGT suivants, soit les groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises :

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Magasins corporatifs et franchisés	187 692 \$	187 056 \$
Magasins commerciaux et professionnels	130 416	130 416
Distribution	110 072	109 496
Affectation du goodwill	428 180 \$	426 968 \$

Au 30 décembre 2012, la société a procédé à son test annuel de dépréciation du goodwill. La valeur recouvrable des groupes d'UGT a été déterminée à l'aide de la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, la société a établi des projections des flux de trésorerie pour les premiers cinq ans sur la base des budgets et du plan stratégique approuvés par le conseil d'administration. Les projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les budgets et le plan stratégique ont été établies en leur appliquant un taux de croissance stable pour les années futures; ce taux n'excédant pas le taux de croissance moyen à long terme pour les secteurs d'activités de la société. Ces prévisions ont été préparées en se basant autant sur des données historiques que sur les tendances futures anticipées par la société.

Lors du test de dépréciation effectué en date du 30 décembre 2012, les hypothèses clés de la direction étaient l'augmentation annuelle moyenne des ventes des magasins comparables de 1,3 % (moyenne de 2,25 % au 25 décembre 2011) pour les cinq premières années et par la suite à 2,25% (2,25 % au 25 décembre 2011).

Le modèle d'évaluation utilisé par la société tient également compte des mouvements de fonds de roulement et des investissements en immobilisations nécessaires pour maintenir en état les actifs de chacun des groupes d'UGT.

Des taux avant impôt variant de 11,8 % à 11,9 % (11,8 % à 11,9 % en 2011) ont été utilisés pour l'actualisation des flux de trésorerie prévus. Ces taux reflètent l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

La juste valeur de chaque groupe d'UGT a été supérieure à la valeur comptable. Les hypothèses les plus sensibles utilisées dans le test de dépréciation comprennent des prévisions de croissance organique des ventes et des marges brutes, le coût moyen pondéré du capital et un degré d'atteinte anticipé de rendements relatifs aux initiatives du plan de transformation. Le non-respect de certaines de ces hypothèses pourrait avoir un impact sur les valeurs recouvrables estimées des groupes d'UGT de la société.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

15. Immobilisations incorporelles

	Marques de commerce à durée d'utilité			Frais de recrutement de marchands	Relations avec les clients	Baux à prix de faveur	Total
	Déterminée	Indéterminée	Logiciels				
Coût	2 174 \$	2 721 \$	242 671 \$	23 341 \$	450 \$	418 \$	271 775 \$
Amortissement cumulé	2 008	–	129 605	12 643	202	349	144 807
Solde au 25 décembre 2011	166	2 721	113 066	10 698	248	69	126 968
Amortissement de l'exercice	(132)	–	(21 556)	(5 087)	(23)	(69)	(26 867)
Autres acquisitions	–	–	42 067	6 336	–	–	48 403
Dépréciation (note 5.2)	–	–	(4 460)	–	–	–	(4 460)
Autres changements	–	–	(92)	(227)	–	–	(319)
Total des changements	(132)	–	15 959	1 022	(23)	(69)	16 757
Solde au 30 décembre 2012	34	2 721	129 025	11 720	225	–	143 725
Coût	2 174	2 721	284 985	26 991	450	418	317 739
Amortissement cumulé	2 140	–	155 960	15 271	225	418	174 014
Solde au 30 décembre 2012	34 \$	2 721 \$	129 025 \$	11 720 \$	225 \$	– \$	143 725 \$

	Marques de commerce à durée d'utilité			Frais de recrutement de marchands	Relations avec les clients	Baux à prix de faveur	Total
	Déterminée	Indéterminée	Logiciels				
Coût	2 174 \$	2 721 \$	216 281 \$	24 658 \$	450 \$	418 \$	246 702 \$
Amortissement cumulé	1 574	–	103 027	13 540	180	158	118 479
Solde au 26 décembre 2010	600	2 721	113 254	11 118	270	260	128 223
Amortissement de l'exercice	(227)	–	(19 262)	(4 129)	(22)	(191)	(23 831)
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	–	–	45	–	–	–	45
Autres acquisitions	–	–	33 578	5 647	–	–	39 225
Dépréciation (note 5.2)	(207)	–	(12 895)	–	–	–	(13 102)
Autres changements	–	–	(1 654)	(1 938)	–	–	(3 592)
Total des changements	(434)	–	(188)	(420)	(22)	(191)	(1 255)
Solde au 25 décembre 2011	166	2 721	113 066	10 698	248	69	126 968
Coût	2 174	2 721	242 671	23 341	450	418	271 775
Amortissement cumulé	2 008	–	129 605	12 643	202	349	144 807
Solde au 25 décembre 2011	166 \$	2 721 \$	113 066 \$	10 698 \$	248 \$	69 \$	126 968 \$

15. Immobilisations incorporelles (suite)**Amortissement**

La dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles est incluse dans le compte d'amortissements et dépréciation des actifs non financiers à l'état du résultat net.

Pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012, les intérêts capitalisés aux logiciels se sont élevés à 568 \$ (800 \$ en 2011) et le taux moyen pondéré utilisé pour déterminer les coûts d'emprunts capitalisables a été de 3,84 % (5,44 % en 2011).

Immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée

Ces actifs sont composés des marques de commerce qui ont été désignées ainsi en fonction des critères suivants :

- Les perspectives de rentabilité à long terme
- L'ancienneté de la marque de commerce
- Positionnement global de la marque de commerce sur son marché en termes de volume d'activité et de notoriété

16. Autres actifs non courants

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Frais de financement liés à la facilité de crédit	2 089 \$	3 199 \$
Actif au titre des régimes à prestations définies (note 26)	2 760	1 940
Autres	265	296
Solde à la fin	5 114 \$	5 435 \$

L'amortissement des autres actifs non courants, présenté dans le compte amortissements et dépréciation des actifs non financiers à l'état consolidé du résultat net, représente 1 193 \$ pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 (877 \$ en 2011).

17. Emprunts bancaires**a) Autres filiales**

Des éléments d'actif, notamment des clients et autres débiteurs, du stock et des immobilisations corporelles, au montant de 33 438 \$ (32 423 \$ en 2011) sont donnés en garantie d'emprunts bancaires. Ces emprunts bancaires portent intérêt à des taux variant du taux préférentiel au taux préférentiel plus 2,00 % et sont renouvelables annuellement. Au 30 décembre 2012, les taux d'intérêt varient de 3,00 % à 5,00 % (de 3,00 % à 3,50 % en 2011). Le montant autorisé de ces facilités de crédit est de 20 860 \$ (19 060 \$ en 2011) et le montant utilisé est de 10 066 \$ (4 795 \$ en 2011).

b) Coentreprises

Des éléments d'actif, notamment des clients et autres débiteurs, du stock et des immobilisations corporelles, de coentreprises sont donnés en garantie d'emprunts bancaires. La quote-part de la société de ces éléments d'actif s'élève à 5 765 \$ (5 510 \$ en 2011). Ces emprunts bancaires portent intérêt à des taux variant du taux préférentiel au taux préférentiel plus 0,50 % et sont renouvelables annuellement. Au 30 décembre 2012, les taux d'intérêt varient de 3,00 % à 3,50 % (3,00 % à 3,50 % en 2011). Le montant autorisé de ces facilités de crédit est de 11 500 \$ (11 500 \$ en 2011) et le montant utilisé est de 3 765 \$ (2 605 \$ en 2011).

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

18. Dette à long terme

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Débetures non garanties d'une valeur nominale de 116 829 \$, 5,40 %, échéant en 2016 ^(a)	116 202 \$	116 068 \$
Facilités de crédit au taux moyen pondéré de 3,03 % (2,47% en 2011), échéant en 2016	171 900	91 249
Emprunts hypothécaires garantis par des actifs dont le coût non amorti est de 106 907 \$ (90 943 \$ en 2011), à des taux variant de taux préférentiel moins 0,25 % à 8,50 % en 2012 (taux préférentiel moins 0,25 % à 8,50 % en 2011), échéant à différentes dates jusqu'en 2020	18 362	26 107
Obligations relatives aux biens loués, taux variant de 4,19 % à 10,60 % (de 4,19 % à 10,60 % en 2011), échéant à différentes dates jusqu'en 2017	816	1 592
Soldes de prix d'achats d'acquisitions d'entreprises, taux variant de 0,00 % à 6,00 % (0,00 % à 6,00 % en 2011) payables à différentes dates jusqu'en 2015	9 423	16 314
Actions émises et payées		
Actions privilégiées catégorie D (1 000 000 actions en 2011) ^(b)	-	1 000
	316 703	252 330
Versements exigibles à court terme	11 683	20 257
	305 020 \$	232 073 \$

(a) Taux effectif de 5,55 %

(b) Au cours de l'exercice, la société a racheté 1 000 000 d'actions (1 000 000 d'actions en 2011) en contrepartie de 1 000 \$ en espèces (1 000 \$ en 2011).

Facilité de crédit

Le 23 décembre 2011, la société a complété le renouvellement de sa facilité de crédit existante pour une période de cinq ans. Cette facilité venant à échéance en 2012 a été renouvelée jusqu'en 2016 et le montant total disponible a été augmenté de 650 000 \$ à 950 000 \$. La prime sur le taux d'intérêt de base et les frais d'emprunt varient en fonction de la notation de crédit accordée aux débetures non garanties.

La facilité de crédit sert à l'émission de lettres de garantie et de lettres de crédit à l'importation. Au 30 décembre 2012, les lettres de garantie émises totalisent 1 152 \$ (1 216 \$ en 2011). Pour l'exercice 2012, le taux d'intérêt moyen pondéré sur les emprunts par crédit rotatif est de 3,01 % (2,2 % en 2011).

Lettres de crédit

La société dispose aussi d'une autre facilité de crédit non garantie d'un montant pouvant atteindre 55 000 \$ utilisée pour l'émission de lettres de crédit à l'importation. Les conditions à respecter sont les mêmes que celles du crédit rotatif. Au 30 décembre 2012, le montant utilisé est de 24 229 \$ (40 046 \$ en 2011).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

18. Dette à long terme (suite)

Les échéances des passifs relatifs aux contrats de location-financement sont les suivantes :

	2012		
	Paiements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des paiements minimums futurs
À moins d'un an	317 \$	39 \$	278 \$
Entre un an et cinq ans	589	51	538
À plus de cinq ans	-	-	-
	906 \$	90 \$	816 \$

	2011		
	Paiements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des paiements minimums futurs
À moins d'un an	851 \$	91 \$	760 \$
Entre un an et cinq ans	925	122	803
À plus de cinq ans	30	1	29
	1 806 \$	214 \$	1 592 \$

Les versements des autres emprunts à long terme et le rachat d'actions à effectuer au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
À moins d'un an	11 405 \$	17 881 \$
Entre un an et cinq ans	128 145	135 860
À plus de cinq ans	4 437	5 748
	143 987 \$	159 489 \$

19. Autres passifs non courants

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Obligations reportées relatives aux baux linéaires	25 166 \$	25 521 \$
Passif au titre des régimes à prestations définies (note 26)	9 575	8 132
Solde à la fin	34 741 \$	33 653 \$

20. Provisions et passifs éventuels

	Litiges	Contrats déficitaires	Garanties sur produits	Restructuration (a)		Total
				Prestations de cession d'emplois	Contrats déficitaires	
Solde au 25 décembre 2011	3 792 \$	5 710 \$	1 051 \$	-	-	10 553 \$
Provisions constituées au cours de la période	2 097	1 630	533	3 516	25 043	32 819
Provisions utilisées au cours de la période	(1 177)	(2 042)	(143)	(2 090)	(3 334)	(8 786)
Provisions reprises au cours de la période	(676)	-	-	-	-	(676)
Charge de désactualisation	-	91	-	-	46	137
Solde au 30 décembre 2012	4 036	5 389	1 441	1 426	21 755	34 047
Courants	4 036	1 711	1 441	1 426	7 721	16 335
Non courants	-	3 678	-	-	14 034	17 712
	4 036 \$	5 389 \$	1 441 \$	1 426 \$	21 755 \$	34 047 \$

(a) Se reporter à la note 5.4 pour plus d'informations.

20. Provisions et passifs éventuels (suite)

	Litiges	Contrats déficitaires	Garanties sur produits	Total
Solde au 26 décembre 2010	3 222 \$	5 757 \$	185 \$	9 164 \$
Provisions constituées au cours de l'exercice	3 006	368	1 153	4 527
Provisions utilisées au cours de l'exercice	(1 098)	(638)	(59)	(1 795)
Provisions reprises au cours de l'exercice	(1 338)	—	(228)	(1 566)
Charge de désactualisation	—	223	—	223
Solde au 25 décembre 2011	3 792	5 710	1 051	10 553
Courants	3 792	2 104	1 051	6 947
Non courants	—	3 606	—	3 606
	3 792 \$	5 710 \$	1 051 \$	10 553 \$

Litiges

La société fait l'objet de réclamations et de litiges divers dans le cadre de ses activités et les assureurs de la société ont pris fait et cause dans certains de ces dossiers.

La période de règlement de ces litiges dépend des procédures de négociations. Les provisions sont comptabilisées en prenant en compte les meilleures estimations quant au dénouement de ces litiges. La direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces réclamations et de ces litiges ait une incidence négative importante sur les résultats de la société et a jugé ses provisions suffisantes à cet égard.

Contrats déficitaires**Restructuration**

Durant l'exercice 2012, suite à la fermeture de magasins, la société a comptabilisé de nouvelles provisions pour contrats déficitaires relativement à des contrats de location simple non résiliables relatifs à des locaux commerciaux qu'elle cesse d'utiliser, en utilisant un taux d'actualisation moyen pondéré de 4,25 %. L'estimation de ces provisions est basée sur les obligations contractuelles au moment de la comptabilisation et sur des hypothèses de revenus de sous-location, en fonction des données du marché. Les durées à courir jusqu'à l'échéance des baux en cause varient entre un an et 15 ans.

Autres

Suite à la fermeture d'un magasin en 2008, la société a comptabilisé une provision pour contrats déficitaires relativement à un contrat de location simple non résiliable relatif à un local commercial qu'elle a cessé d'utiliser, en utilisant un taux d'actualisation moyen pondéré de 4,25 % (4,65 % en 2011). L'estimation de cette provision est basée sur l'obligation contractuelle au moment de la comptabilisation et sur des hypothèses de revenus de sous-location, en fonction des données du marché. Ce bail qui est encore en vigueur expire en 2024.

21. Garanties, engagements et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de ses activités, la société conclut des ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie ».

En vertu de conventions de rachat de biens en stocks, la société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à une moyenne de 65 % de la valeur au coûtant des stocks pour un montant maximal de 47 011 \$. Dans l'éventualité d'un recours, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la société. Ces conventions ont une durée indéterminée mais peuvent être résiliées par la société avec un préavis de 30 jours. De l'avis de la direction, la probabilité que des paiements importants soient engagés en vertu de ces obligations est faible.

Engagements

La société s'est engagée en vertu de contrats de location simple échéant jusqu'en 2028 à verser une somme de 51 270 \$ pour du matériel roulant, de l'équipement informatique, de l'équipement de distribution, un entrepôt et pour l'immeuble abritant le siège social et le centre de distribution situé au Québec.

La société s'est aussi engagée, en vertu de contrats de location simple échéant jusqu'en 2027 à verser des loyers minimums de 858 612 \$ pour des locaux de magasins corporatifs.

Dans le cadre de l'exploitation des magasins à grande surface avec des marchands actionnaires, la société intervient à titre de locataire principal, pour ensuite établir une entente de sous-location avec les marchands actionnaires concernés. À cet effet, la société s'est engagée en vertu de contrats de location simple échéant jusqu'en 2023 à verser des loyers minimums de 51 601 \$ pour des locaux et un terrain sur lequel un bâtiment est érigé. En contrepartie, la société a signé des ententes de sous-location pour une somme équivalente.

21. Garanties, engagements et éventualités (suite)**Engagements (suite)**

Les paiements et les encaissements minimums exigibles en vertu des contrats de location simple et autres engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

	2012		2011	
	Paiements minimums exigibles	Encaissements minimums exigibles	Paiements minimums exigibles	Encaissements minimums exigibles
À moins d'un an	142 603 \$	9 787 \$	139 813 \$	8 856 \$
Entre un an et cinq ans	450 782	26 494	465 248	27 598
À plus de cinq ans	376 088	15 551	446 921	20 680
	969 473 \$	51 832 \$	1 051 982 \$	57 134 \$

La société loue plusieurs bâtiments pour ses magasins sous des contrats de location simple dont la majorité est non résiliable. Les contrats ont normalement une durée maximale de 20 ans et comportent une option de renouvellement au taux du marché après cette date.

Éventualités

La société fait l'objet de réclamations et de litiges divers dans le cadre de ses activités et les assureurs de la société ont pris fait et cause dans certains de ces dossiers. De plus, lors de l'acquisition de Réno-Dépôt Inc., le vendeur s'est engagé à indemniser la société pour les litiges qu'elle a dû assumer dans le cadre de cette acquisition.

La direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces réclamations et de ces litiges aient une incidence négative importante sur les résultats de la société et a jugé ses provisions suffisantes à cet égard.

22. Capital social**Autorisé**

Nombre illimité d'actions

Ordinaires sans valeur nominale

Privilégiées catégorie A sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Série 5, dividende non cumulatif égal à 70 % du taux préférentiel, rachetables au gré de la société au prix de leur émission

Série 6, dividende cumulatif fixe de 5,25 %, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, pour les cinq premières années, rachetables au gré de la société au prix de leur émission

Série 7, dividende annuel cumulatif à taux variable, rachetables au gré de la société au prix de leur émission

Privilégiées catégorie B, dividende non cumulatif de 6 %, rachetables au gré de la société à leur valeur nominale de 1 \$ chacune

Privilégiées catégorie C, pouvant être émises en séries

Série 1, dividende non cumulatif égal à 70 % du taux préférentiel, rachetables au gré de la société à la valeur nominale de 1 000 \$ chacune

Privilégiées catégorie D sans valeur nominale, dividende cumulatif de 4 %, rachetables au gré de la société à leur prix d'émission. Depuis 2003, elles sont rachetables sur une période maximale de dix ans à raison de 10 % par année, à leur prix d'émission, sont présentées dans la dette à long terme (note 18)

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

22. Capital social (suite)

Émis et payé :

Les tableaux suivants présentent la variation du nombre d'actions en circulation et de leur valeur comptable :

	Actions ordinaires		Actions privilégiées ^(b)		Actions auto détenues		Dépôts sur souscription d'actions ordinaires ^(a)		Capital social	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Solde au 25 décembre 2011	127 200 189	618 934 \$	6 900 000	172 500 \$	(76 981)	(475) \$	–	2 457 \$	134 023 208	793 416 \$
Émission pour une contrepartie en espèces	6 866	75	–	–	–	–	–	–	6 866	75
Émission à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	974 625	3 534	–	–	–	–	–	–	974 625	3 534
Émission en contrepartie de dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires	259 057	2 477	–	–	(3 844)	(48)	–	(2 429)	255 213	–
Rachat d'actions ordinaires	(7 032 700)	(34 257)	–	–	–	–	–	–	(7 032 700)	(34 257)
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires reçus	–	–	–	–	–	–	–	2 141	–	2 141
Remboursement de dépôts sur souscription d'actions ordinaires	–	–	–	–	–	–	–	(27)	–	(27)
Solde au 30 décembre 2012	121 408 037	590 763 \$	6 900 000	172 500 \$	(80 825)	(523) \$	–	2 142 \$	128 227 212	764 882 \$

(a) Les dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires représentent des sommes encaissées au cours l'exercice en vertu d'ententes commerciales conclues avec les marchands affiliés et franchisés. Ces dépôts sont convertis annuellement en actions ordinaires. Au 30 décembre 2012, si les dépôts de souscription avaient été convertis en actions ordinaires, 204 194 actions ordinaires de plus auraient été en circulation.

(b) Actions privilégiées catégorie A, série 6 (note 24).

	Actions ordinaires		Actions privilégiées ^(b)		Actions auto détenues		Dépôts sur souscription d'actions ordinaires ^(a)		Capital social	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Solde au 26 décembre 2010	130 071 782	630 264 \$	–	– \$	(73 334)	(424) \$	–	2 774 \$	129 998 448	632 614 \$
Émission pour une contrepartie en espèces	49 499	550	6 900 000	172 500	–	–	–	–	6 949 499	173 050
Émission à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	255 525	1 770	–	–	–	–	–	–	255 525	1 770
Émission en contrepartie de dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires	193 683	2 749	–	–	(3 647)	(51)	–	(2 698)	190 036	–
Rachat d'actions ordinaires	(3 370 300)	(16 399)	–	–	–	–	–	–	(3 370 300)	(16 399)
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires reçus	–	–	–	–	–	–	–	2 456	–	2 456
Remboursement de dépôts sur souscription d'actions ordinaires	–	–	–	–	–	–	–	(75)	–	(75)
Solde au 25 décembre 2011	127 200 189	618 934 \$	900 000	172 500 \$	(76 981)	(475) \$	–	2 457 \$	134 023 208	793 416 \$

(a) Les dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires représentent des sommes encaissées au cours de l'exercice en vertu d'ententes commerciales conclues avec les marchands affiliés et franchisés. Ces dépôts sont convertis annuellement en actions ordinaires. Au 25 décembre 2011, si les dépôts de souscription avaient été convertis en actions ordinaires, 261 886 actions ordinaires de plus auraient été en circulation.

(b) Actions privilégiées catégorie A, série 6 (note 24).

Le 8 novembre 2011, le conseil d'administration a autorisé un programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités en vue de racheter pour annulation, entre le 11 novembre 2011 et le 10 novembre 2012, jusqu'à concurrence de 11 016 854 actions ordinaires représentant 10 % des ses 110 168 541 actions flottantes, soit 8,4 % de ses 130 520 489 actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2011.

En vertu de cette offre publique de rachat, les rachats s'effectuèrent au prix du marché, par l'entremise de la Bourse de Toronto. La société cesse de considérer des actions comme en circulation à la date où elle rachète ses actions, bien que l'annulation effective des actions par l'agent des transferts et par l'agent chargé de la tenue des registres soit effectuée dans un délai relativement bref par la suite.

Au cours de l'exercice terminé le 30 décembre 2012, la société a racheté pour annulation un total de 7 032 700 actions ordinaires (3 370 300 en 2011), pour un coût total de 66 767 \$ (31 768 \$ en 2011). Une tranche de 34 257 \$ (16 399\$ en 2011) du coût total représente la valeur attribuée aux actions ordinaires. La tranche restante de 32 510 \$ (15 369\$ en 2011) a été imputée aux résultats non distribués.

23. Rémunération à base d'actions

Régimes d'options d'achat d'actions

Régime d'options d'achat d'actions du 1^{er} mai 2002

Le 1^{er} mai 2002, la société a adopté un régime d'options d'achat d'actions pour les cadres supérieurs désignés. Ce régime permet l'attribution des options sur un nombre maximal de 3 740 000 actions ordinaires. Les options attribuées en vertu de ce régime peuvent être exercées depuis que la société a procédé à un appel public à l'épargne le 5 novembre 2002. Au 30 décembre 2012, les 2 920 000 options attribuées lors de l'adoption du régime à un prix d'exercice de 3,47 \$ ont toutes été exercées (1 960 000 options en 2011). La juste valeur de chaque option attribuée a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes.

Il n'y a aucun coût de rémunération passé en charges au titre de ce régime pour les exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011.

Régime d'options d'achat d'actions du 24 octobre 2002

Depuis le 24 octobre 2002, la société offre un autre régime d'options d'achat d'actions pour les cadres supérieurs désignés de la société et pour des administrateurs désignés. Le nombre total d'actions ordinaires qui peuvent être émises aux termes du régime ne dépassera pas 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation moins le nombre d'actions faisant l'objet des options attribuées aux termes du régime d'options d'achat d'actions du 1^{er} mai 2002. Ces options deviennent acquises à raison de 25 % par année si le cours de l'action s'est transigé pendant au moins 20 jours ouvrables consécutifs pendant la période de 12 mois précédant la date anniversaire de l'attribution à un prix égal ou supérieur au prix de l'attribution plus une prime de 8 % composée annuellement.

Des modifications ont été adoptées par le conseil d'administration le 8 mars 2007, à l'effet d'adopter les modalités les plus appropriées pour chaque type d'attribution. Depuis le 8 mars 2007, le conseil a approuvé des attributions d'options dont les acquisitions se font sur une période de 4 ans suivant la date anniversaire des attributions, et ce, à raison de 25 % par année. De plus, à la suite de ces modifications, ce régime n'est plus applicable aux administrateurs désignés de la société.

Au 30 décembre 2012, les 3 891 887 options attribuées (3 242 352 options en 2011) ont des prix d'exercice variant de 9,38 \$ à 26,87 \$ en 2012 (entre 9,97 \$ à 26,87 \$ en 2011) et de ce nombre, 187 050 options ont été exercées (172 425 options en 2011), 619 758 options ont été expirées (même nombre d'options en 2011) et 1 091 869 options ont été renoncées (835 994 options en 2011).

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de l'exercice terminé le 30 décembre 2012 au montant de 2,79 \$ (4,64 \$ en 2011) a été estimée pour chaque tranche d'options à leur date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes pour les options attribuées au cours de l'exercice:

	2012	2011
Prix de l'action à la date d'attribution	9,83 \$	13,61 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,48 à 1,96 %	1,67 à 3,35 %
Volatilité attendue de l'action	27,11 à 28,62 %	27,60 à 28,13 %
Taux de dividende annuel attendu	1,24 à 1,50 %	1,00 à 1,39 %
Durée de vie prévue	7 à 10 ans	7 à 10 ans
Prix d'exercice à la date d'attribution	9,90 \$	13,65 \$

La volatilité attendue est estimée pour chaque tranche d'attribution, compte tenu de la volatilité moyenne historique du prix de l'action sur la même période que la durée prévue des options attribuées.

Le coût de rémunération passé en charges au titre de ce régime est de 1 183 \$ pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 (1 034 \$ en 2011).

Un sommaire de la situation des régimes d'options d'achat d'actions de la société et des changements survenus dans l'année est présenté ci-après :

	Au 30 décembre 2012		Au 25 décembre 2011	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début	2 574 175	10,32 \$	2 727 794	9,99 \$
Attribuées	649 535	9,90	384 900	13,65
Exercées	(974 625)	3,58	(255 525)	5,77
Renoncées	(255 875)	12,55	(282 994)	15,74
En circulation à la fin	1 993 210	13,19	2 574 175	10,32
Options pouvant être exercées à la fin	1 264 110	14,29 \$	1 824 200	9,05 \$

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

23. Rémunération à base d'actions (suite)

Régimes d'options d'achat d'actions (suite)

Le prix moyen pondéré des actions ordinaires acquises par les optionnaires ayant exercé leur droit d'exercice sur 974 625 options (255 525 options en 2011) pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 est de 9,44 \$ (11,62 \$ en 2011).

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation au 30 décembre 2012 :

Prix d'exercice	Date d'expiration	Nombre d'options en circulation	Nombre d'options pouvant être exercées
9,38 \$	5 mars 2022	380 400	98 400
9,97 \$	21 septembre 2021	60 000	15 000
10,62 \$	11 mars 2019	307 300	268 250
11,15 \$	19 novembre 2022	50 000	-
11,33 \$	20 novembre 2022	128 435	-
14,18 \$	1 ^{er} mars 2018	129 475	129 475
14,29 \$	16 décembre 2013	322 200	322 200
14,33 \$	7 mars 2021	212 475	92 010
15,44 \$	9 mars 2020	232 575	168 425
20,27 \$	22 décembre 2014	71 500	71 500
23,58 \$	8 mars 2017	98 850	98 850
		1 993 210	1 264 110

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La société offre un régime d'unités d'actions aux dirigeants et aux employés clés de la société en vertu duquel des unités d'actions de négociation restreintes (UANR) sont attribuées. Les unités d'actions sont acquises après une durée maximale de trois ans, une portion des UANR étant acquise sur la base de cibles de rendement et une autre portion en fonction de l'écoulement du temps. Les UANR sont comptabilisées comme une charge de rémunération linéairement sur la période d'acquisition.

Les UANR sont réévaluées à la juste valeur à la date de clôture de chaque période, jusqu'à la date d'acquisition en utilisant le cours de l'action ordinaire de la société. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les fournisseurs et autres créiteurs dans l'état consolidé de la situation financière. Les UANR acquises seront versées, au gré de la société, en espèces ou en actions ordinaires, achetées sur le marché secondaire, dont la valeur globale sera égale au montant qui serait autrement payé en espèces.

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Nombre d'unités d'actions de négociation restreintes :		
En circulation au début	1 117 225	935 325
Attribuées	761 354	419 000
Expirées	(243 341)	(113 000)
Renoncées	(524 061)	(115 684)
Payées	(128 809)	(8 416)
En circulation à la fin	982 368	1 117 225

Pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012, la société a comptabilisé une charge de 677 \$ dans l'état consolidé du résultat net (renversement de 3 968 \$ en 2011).

23. Rémunération à base d'actions (suite)

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La société offre un régime d'unités d'actions différées (UAD) à ses administrateurs externes. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir sous forme d'UAD tout pourcentage, jusqu'à concurrence de 100 %, des honoraires qui leur sont payables à l'égard de leurs fonctions d'administrateurs.

Lorsqu'un administrateur se prévaut de ce régime, la société crédite le compte de l'administrateur d'un nombre d'unités égal au montant de rémunération différée, divisé par la moyenne du cours boursier de clôture des actions ordinaires pendant les cinq jours précédant immédiatement le dernier jour de chaque trimestre de la société. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie dans les fournisseurs et autres créditeurs dans l'état consolidé de la situation financière. Les UAD attribuées aux termes du régime d'UAD sont rachetables, et la valeur de celles-ci est payable, seulement lorsque le porteur d'UAD a cessé d'être administrateur de la société.

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Nombre d'unités d'actions différées :		
En circulation au début	234 968	172 781
Attribuées	133 984	77 877
Payées	(58 824)	(15 690)
En circulation à la fin	310 128	234 968

La charge enregistrée dans l'état consolidé du résultat net pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 est de 1 816 \$ (250 \$ en 2011).

24. Informations à fournir concernant le capital

La société maintient un niveau de capital lui permettant de rencontrer plusieurs objectifs. Elle vise principalement un ratio de dette nette totale sur le capital favorisant l'accès à des sources de financement suffisantes lui permettant de supporter ses opérations courantes et l'exécution de son plan d'affaires.

La dette nette totale se compose des emprunts bancaires et de la dette à long terme moins l'encaisse. Le capital de la société se compose de la dette nette totale et des capitaux propres.

Au 30 décembre 2012, la société présente un ratio dette nette totale/capital de 14,02 % (10,91 % en 2011).

La société gère sa structure de capital et y apporte des ajustements en fonction des changements qui touchent ses opérations, la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la société peut être amenée à émettre de nouvelles actions, à racheter des actions pour annulation ou à vendre des actifs afin de réduire la dette.

Dividendes sur les actions ordinaires

Le conseil d'administration a approuvé une politique de dividende selon laquelle un dividende en espèces sera payé aux détenteurs d'actions ordinaires sur une base semi-annuelle lorsque déclaré.

Cette politique de dividende est passée en revue par le conseil d'administration de temps à autre en fonction du flux de trésorerie et des bénéfices de la société, de sa position financière et d'autres facteurs pertinents.

Lors de la réunion du 22 février 2012, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende semi-annuel de 0,07 \$ par action sur les actions ordinaires de la société. Ce dividende a été versé le 26 mars 2012 aux actionnaires inscrits le 9 mars 2012.

Lors de la réunion du 7 août 2012, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende semi-annuel de 0,07 \$ par action sur les actions ordinaires de la société. Ce dividende a été versé le 25 septembre 2012 aux actionnaires inscrits le 10 septembre 2012.

Dividendes sur les actions privilégiées

Au cours de l'exercice terminé le 30 décembre 2012, les dividendes suivants ont été déclarés sur les actions privilégiées catégorie A, série 6, à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif :

Lors de sa rencontre du 22 février 2012, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende trimestriel de 0,3227 \$ par action, lequel a été versé le 30 mars 2012 aux actionnaires inscrits le 15 mars 2012.

Lors de sa rencontre du 9 mai 2012, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende trimestriel de 0,3299 \$ par action, lequel a été versé le 2 juillet 2012 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2012.

Lors de sa rencontre du 7 août 2012, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende trimestriel de 0,3299 \$ par action, lequel a été versé le 1er octobre 2012 aux actionnaires inscrits le 14 septembre 2012.

24. Informations à fournir concernant le capital (suite)

Lors de sa rencontre du 6 novembre 2012, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende trimestriel de 0,3300 \$ par action, lequel a été versé le 31 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 17 décembre 2012.

La politique de dividende sur actions privilégiées est passée en revue par le conseil d'administration de temps à autre en fonction du flux de trésorerie et des bénéfices de la société, de sa position financière et d'autres facteurs pertinents.

Facilités de crédit

Les facilités de crédit de la société sont assorties de certaines clauses restrictives touchant entre autres le ratio de levier financier et les ratios de couverture d'intérêts. Ces ratios sont soumis trimestriellement au conseil d'administration de la société et ont été respectés pour les exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011. À l'exception des clauses restrictives liées aux facilités de crédit, la société n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposée par des tiers.

25. Instruments financiers et gestion des risques financiers

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes :

	Au 30 décembre 2012		Au 25 décembre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts et créances				
Encaisse	21 006 \$	21 006 \$	17 149 \$	17 149 \$
Clients et autres débiteurs	363 152	363 152	370 094	370 094
Prêts et avances	11 499	11 499	10 240	10 233
Autres passifs financiers				
Emprunts bancaires	11 332	11 332	4 377	4 377
Fournisseurs et autres créditeurs	495 698	495 698	487 864	487 864
Dividendes à payer	2 258	2 258	2 527	2 527
Déventures	116 202	123 652	116 068	113 816
Obligations relatives aux biens loués	816	816	1 592	1 592
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	27 785	27 021	42 421	41 501
Facilité de crédit	171 900	171 900	91 249	91 249
Actions privilégiées	—	—	1 000	1 000
Passifs financiers à la juste valeur désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie				
Instruments financiers dérivés	3 553	3 553	691	691

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chaque catégorie d'instruments financiers :

- La juste valeur des clients et autres débiteurs, des fournisseurs et autres créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances;
- La juste valeur des prêts et avances, emprunts hypothécaires et soldes des prix d'achats a été déterminée à partir du calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux d'intérêt effectifs que pourrait obtenir la société à la date de clôture pour des instruments similaires;
- La juste valeur des emprunts bancaires et de la facilité de crédit est comparable à leur valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché à la date de clôture;
- La juste valeur des obligations relatives aux biens loués est comparable à leur valeur comptable puisqu'elles portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché à la date de clôture;
- La juste valeur des déventures a été déterminée en fonction de leurs cours acheteurs à la date de clôture;
- La juste valeur des actions privilégiées de catégorie D, c'est-à-dire leur valeur de rachat, présentées dans la dette à long terme, se rapproche de leur valeur comptable;
- La juste valeur des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change a été déterminée en comparant les taux contractuels des dérivés avec les taux en vigueur lors de la réévaluation de ceux-ci avec des contrats ayant les mêmes caractéristiques (données observables sur le marché).

Les plus-values ou moins-values de 629 \$ (159 \$ en 2011) réalisées à l'égard des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie ont été reclassées en résultat net et comptabilisées sur la même ligne dans l'état consolidé du résultat net que l'élément couvert, soit dans le compte de coût des marchandises vendues.

25. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)**Hiérarchie des justes valeurs**

La société applique principalement l'approche de marché pour les évaluations récurrentes de justes valeurs de ses instruments financiers comptabilisés à la juste valeur. Les trois niveaux de données d'entrée qui peuvent être utilisés pour évaluer la juste valeur sont définis ainsi :

Niveau 1 – Les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix).

Niveau 3 – Les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les instruments financiers de la société qui sont comptabilisés à la juste valeur à la date de fin de l'exercice se composent uniquement d'instruments financiers dérivés et sont classés au niveau 2. Il n'y a aucun transfert entre niveaux ou de changement d'approche d'évaluation durant l'exercice.

Produits financiers et charges financières

Les produits, charges, profits et pertes comptabilisés en résultat net, générés par des actifs ou des passifs financiers, qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net, sont les suivants :

	2012	2011
Intérêts sur les clients et autres débiteurs	3 731 \$	3 575 \$
Intérêts sur les autres actifs financiers	1 602	1 687
Total des produits financiers	<u>5 333 \$</u>	<u>5 262 \$</u>

Intérêts sur la dette à long terme	18 473 \$	22 613 \$
Intérêts sur les emprunts bancaires	2 103	2 276
Charges financières liées au rachat de débetures	–	9 840
Total des charges financières	<u>20 576 \$</u>	<u>34 729 \$</u>

Objectifs et méthodes en matière de gestion des risques

La société, dans le cours normal de ses activités, est exposée à différents risques relatifs à ces instruments financiers. Les principaux types de risques sont le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et de sensibilité aux monnaies étrangères, ainsi que le risque de taux d'intérêt.

La société gère les risques en étroite collaboration avec le conseil d'administration. Les objectifs poursuivis visent à assurer la disponibilité de quantités suffisantes de flux de trésorerie à court et moyen terme de la société en réduisant l'exposition aux risques liés aux marchés des capitaux.

La société ne négocie pas activement d'actifs financiers à des fins spéculatives et ne vend pas d'options. Les principaux risques financiers auxquels la société est exposée sont décrits plus loin.

Risque de crédit

Le risque de crédit fait référence au risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une ou l'autre de ses obligations et amène de ce fait la société à subir une perte financière, les principaux risques étant liés aux débiteurs ainsi qu'aux prêts et avances de la société. Celle-ci peut également être exposée au risque de crédit en raison de son encaisse et de ses contrats de change à terme, risque qu'elle gère en ne traitant qu'avec des institutions financières de grande envergure ayant des cotes de crédits appropriées.

Pour gérer le risque de crédit sur les clients et autres débiteurs ainsi que sur les prêts et avances à recevoir, la société détient des hypothèques sur certains biens meubles et immeubles appartenant à ses débiteurs ainsi que des cautionnements et examine régulièrement leur solidité financière. Des provisions sont comptabilisées à la date du bilan afin de tenir compte des pertes potentielles et ces provisions sont établies client par client, en tenant compte de la solvabilité du client, des tendances économiques actuelles et de l'expérience passée.

La société estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, à la date de clôture, est bonne.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

25. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Le classement chronologique des comptes clients est comme suit :

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Courant	247 051 \$	243 546 \$
Dû depuis 0 à 30 jours	49 470	58 925
Dû depuis 31 à 120 jours	38 033	44 647
Dû depuis plus de 121 jours	34 676	26 465
Comptes clients	369 230	373 583
Moins : provision pour mauvaises créances	14 748	15 827
	354 482 \$	357 756 \$

La provision pour mauvaises créances est principalement pour les clients dus depuis plus de 121 jours.

L'évolution de la provision pour mauvaises créances qui a été constituée à l'égard des comptes clients est présentée ci-après :

	2012	2011
Solde au début	15 827 \$	15 090 \$
Dépense (recouvrement) pour mauvaises créances	(1 079)	737
Solde à la fin	14 748 \$	15 827 \$

Au 30 décembre 2012, l'exposition maximale au risque de crédit est de 395 657 \$ (397 483 \$ au 25 décembre 2011), ce qui représente la valeur comptable des instruments financiers inscrits à l'actif de la société, incluant l'encaisse au montant de 21 006 \$ (17 149 \$ au 25 décembre 2011).

Le montant comptabilisé au titre de provision pour mauvaises créances est fondé sur l'estimation de la société des risques associés à chacun des débiteurs de la société en fonction des pertes subies dans le passé, de l'expérience de recouvrement et de l'incidence de la conjoncture économique actuelle et prévue.

Au niveau de l'état consolidé du résultat net, la dépense pour mauvaises créances est comptabilisée dans les frais de vente, généraux et d'administration.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la société ne puisse satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. La société gère son risque de liquidité en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à de multiples sources de financement pour maintenir sa flexibilité. La société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Au cours des dernières années, la société a financé l'accroissement de sa capacité, l'augmentation de son chiffre d'affaires, le rachat d'actions, le rachat de ses débetures, ses besoins en fonds de roulement et ses acquisitions, principalement par des fonds autogénérés, par l'émission de débetures et par l'utilisation régulière de son crédit rotatif.

Les tableaux suivants indiquent les montants exigibles aux dates d'échéance contractuelle des passifs financiers, y compris les versements d'intérêts, le cas échéant :

Au 30 décembre 2012	Total	Moins de 1 an	1- 2 ans	3 - 4 ans	5 ans et plus
Débetures	140 854 \$	6 291 \$	12 583 \$	121 980 \$	– \$
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	27 785	11 392	7 141	3 644	5 608
Obligations relatives aux biens loués	907	317	421	169	–
Emprunts bancaires	11 332	11 332	–	–	–
Fournisseurs et autres créditeurs	492 813	492 813	–	–	–
Dividendes à payer	2 258	2 258	–	–	–
Instruments financiers dérivés	3 553	3 553	–	–	–
Total	679 502 \$	527 956 \$	20 145 \$	125 793 \$	5 608 \$

Au 25 décembre 2011	Total	Moins de 1 an	1- 2 ans	3 - 4 ans	5 ans et plus
Débetures	146 505 \$	6 412 \$	12 583 \$	127 510 \$	– \$
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	42 421	16 881	16 229	3 563	5 748
Obligations relatives aux biens loués	1 806	851	588	337	30
Actions privilégiées	1 000	1 000	–	–	–
Emprunts bancaires	4 377	4 377	–	–	–
Fournisseurs et autres créditeurs	485 083	485 083	–	–	–
Dividendes à payer	2 527	2 527	–	–	–
Instruments financiers dérivés	691	691	–	–	–
Total	684 410 \$	517 822 \$	29 400 \$	131 410 \$	5 778 \$

25. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Risque de change et sensibilité aux monnaies étrangères

Le risque de change de la société provient principalement d'achats faits en dollars américains. Afin de limiter les impacts sur le résultat net dus à la variation du dollar canadien par rapport au dollar américain, la société a recours à des contrats de change à terme. La société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation.

Au 30 décembre 2012, la valeur nominale des contrats de change à terme est de 85 800 \$ US (91 300 \$ US en 2011). Le taux moyen de ces contrats est de 0,9978 (0,9986 en 2011) et ils viennent à échéance à différentes dates jusqu'en juin 2013.

Le 30 décembre 2012, si le dollar canadien avait varié de 1 %, à la hausse ou à la baisse en comparaison avec le dollar américain, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net et les capitaux propres de la société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 auraient été inférieurs ou supérieurs de 103 \$ (119 \$ au 25 décembre 2011).

Risque de taux d'intérêt

Dans le cours normal de ses affaires, la société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux variables. La société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables. La valeur comptable de ces instruments est la suivante :

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Instruments à taux fixes		
Actifs financiers	-	-
Passifs financiers	133 454	146 207
	(133 454) \$	(146 207) \$
Instruments à taux variables		
Actifs financiers	11 499	10 240
Passifs financiers	183 250	105 123
	(171 751) \$	(94 883) \$

Le 30 décembre 2012, si les taux d'intérêt des instruments à taux variables avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net et les capitaux propres de la société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 auraient été inférieurs ou supérieurs de 310 \$ (170 \$ au 25 décembre 2011).

26. Avantages postérieurs à l'emploi

La société maintient huit régimes de retraite à cotisations définies (sept en 2011) et cinq à prestations définies (cinq en 2011). Les régimes à prestations définies les plus significatifs sont principalement fondés sur des salaires de fin de carrière. La société n'offre pas de régime d'assurance médicale postérieur à l'emploi.

La charge à l'égard des régimes de retraite à cotisations définies est de 12 810 \$ pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 (10 473 \$ en 2011).

La société évalue ses obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes pour les besoins de la comptabilité au 31 décembre de chaque année. Les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation tous les ans.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

26. Avantages postérieurs à l'emploi (suite)

Les informations relatives aux régimes de retraite à prestations définies, prises collectivement, se présentent comme suit :

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Obligations au titre des prestations définies		
Solde au début	58 320 \$	51 924 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	821	868
Cotisations des participants au régime	271	454
Coût financier	2 875	2 841
Prestations versées	(2 815)	(1 792)
Pertes actuarielles	5 426	3 643
Coût des services passés	1 748	382
Solde à la fin	66 646	58 320
Actifs des régimes		
Juste valeur au début	53 710	51 614
Rendement attendu de l'actif des régimes	3 304	3 199
Profits (pertes) actuariels	595	(4 507)
Cotisations de l'employeur	5 191	4 742
Cotisations des participants au régime	271	454
Prestations versées	(2 816)	(1 792)
Juste valeur à la fin	60 255	53 710
Situation de capitalisation - déficit	(6 391)	(4 610)
Passif comptabilisé à l'égard des exigences de financement minimal	(424)	(1 582)
Passif net au titre des régimes à prestations définies	(6 815) \$	(6 192) \$

Les montants ci-dessus se rapportent majoritairement à des régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés.

L'actif (le passif) au titre des prestations définies est présenté comme suit à l'état de la situation financière de la société :

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Actif au titre des régimes à prestations définies compris dans les autres actifs non courants (note 16)	2 760 \$	1 940 \$
Passif au titre des régimes à prestations définies compris dans les autres passifs non courants (note 19)	(9 575)	(8 132)
Passif net au titre des régimes à prestations définies	(6 815) \$	(6 192) \$

Les actifs des régimes ne comprennent aucun instrument financier ou des actifs occupés ou utilisés par la société. Les actifs des régimes de retraite sont répartis entre les principales catégories de placements suivants :

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Titres de participation	42 %	54 %
Titres de créances	58 %	46 %
	100 %	100 %

Les charges totales comptabilisées en résultat net à l'égard des régimes à prestations définies pour les exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011 se présentent comme suit :

	2012	2011
Coût des services rendus au cours de l'exercice	821 \$	868 \$
Coût financier liés aux obligations	2 875	2 841
Rendement attendu de l'actif des régimes	(3 304)	(3 199)
Coût des services passés	-	382
Prestation de cessation d'emploi	1 748	-
Charges au titre des prestations définies	2 140 \$	892 \$

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

26. Avantages postérieurs à l'emploi (suite)**Montants comptabilisés aux autres éléments du résultat global**

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Pertes actuarielles	(4 831) \$	(8 150) \$
Incidence dans la limite de l'actif	-	1 003
Incidence de la réévaluation ultérieure du passif au titre de l'exigence de financement minimal	1 157	3 377
Total	(3 674)	(3 770)
Moins : Impôts différés	971	995
Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global	(2 703) \$	(2 775) \$

Cumul des montants comptabilisés en autres éléments du résultat global

	Pertes actuarielles	Incidence de la limite de l'actif	Réévaluation du passif au titre de l'exigence de financement minimal	Total
Solde au 26 décembre 2010	(4 935) \$	416 \$	1 311 \$	(3 208) \$
Montants comptabilisés en 2011	(8 150)	1 003	3 377	(3 770)
Solde au 25 décembre 2011	(13 085)	1 419	4 688	(6 978)
Montants comptabilisés en 2012	(4 831)	-	1 157	(3 674)
Solde au 30 décembre 2012	(17 916) \$	1 419 \$	5 845 \$	(10 652) \$

Hypothèses actuarielles

Les moyennes pondérées des hypothèses actuarielles significatives retenues pour évaluer les obligations au titre des prestations définies et des charges totales à l'égard des régimes à prestations définies pour les exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011 sont les suivantes :

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre
Obligations au titre des prestations définies		
Taux d'actualisation	4,50 %	5,00 %
Taux d'augmentation attendu de la rémunération	0,90 %	1,90 %
Charges au titre des avantages du personnel		
Taux d'actualisation	5,00 %	5,50 %
Taux de rendement attendu des actifs des régimes	6,00 %	6,00 %
Taux d'augmentation attendu de la rémunération	1,90 %	3,60 %

Le taux global attendu de rendement des actions est basé sur le taux de rendement attendu par catégorie d'actifs en utilisant un outil de projection qui génère plusieurs scénarios de rendements attendus par catégorie d'actifs sur une longue période. Les frais attendus du régime sont déduits de ce taux.

Le rendement effectif des actifs des régimes s'élève à 3 899 \$ pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012 (rendement effectif négatif de 1 308 \$ en 2011).

Les hypothèses de mortalité sont basées sur les statistiques et les tables de mortalité publiées au Canada, soit la table UP-94 projetée dynamiquement à l'infini sur l'échelle AA.

Les hypothèses ont été élaborées par la direction en tenant compte des conseils d'évaluateurs actuariels indépendants. Les hypothèses ont également mené aux montants déterminés comme les obligations au titre des prestations définies de la société des périodes de présentation de l'information financière et elles doivent être considérées comme la meilleure estimation de la direction. Toutefois, les résultats réels pourraient être différents.

Compte tenu des données historiques, la société s'attend à ce que des cotisations de 1 325 \$ soient versées pour l'exercice 2013.

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

26. Avantages postérieurs à l'emploi (suite)

L'évolution des régimes à prestations définies de la société peut également se résumer de la façon suivante (les montants précédant la date de transition ne sont pas présentés puisque la société applique l'exemption stipulée dans l'IFRS 1).

	2012 au 30 décembre	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Obligations au titre des prestations définies	66 646 \$	58 320 \$	51 924 \$	45 216 \$
Juste valeur des actifs des régimes	60 255	53 710	51 614	46 669
Déficit des régimes	(6 391) \$	(4 610) \$	(310) \$	1 453 \$
Profits (pertes) liés à l'expérience				
Actifs des régimes	595 \$	(4 507) \$	(98) \$	– \$
Obligations des régimes	(690) \$	(359) \$	70 \$	– \$

27. Informations sur les coentreprises

La liste des principales coentreprises de la société est la suivante :

	2012	2011
Northumberland Building Materials Ltd.	49,90 %	49,90 %
9065-9129 Québec inc.	49,00 %	49,00 %
9051-5107 Québec inc.	42,10 %	42,10 %
9171-4220 Québec inc.	20,00 %	20,00 %

La société détient la quote-part suivante des éléments d'actif, de passif, de résultats et de trésorerie relativement à ses participations dans des coentreprises :

	2012	2011
Actifs courants	8 171 \$	9 147 \$
Actifs non courants	13 752	13 926
Passifs courants	4 019	5 298
Passifs non courants	5 948	6 331
Produits des activités ordinaires	33 114	33 623
Résultat avant charges financières, amortissements et dépréciation des actifs non financiers et charge d'impôt sur le résultat	1 976	1 928
Résultat net	642	523
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	1 449	1 357
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(156)	(521)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(1 747)	(703)

28. Informations sectorielles

	2012			2011		
	Détail et commercial	Distribution	Total	Détail et commercial	Distribution	Total
Produits des secteurs	3 692 229 \$	2 418 192 \$	6 110 421 \$	3 660 827 \$	2 331 597 \$	5 992 424 \$
Produits intersectoriels et redevances	(17 008)	(1 209 397)	(1 226 405)	(27 815)	(1 160 025)	(1 187 840)
Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	3 675 221	1 208 795	4 884 016	3 633 012	1 171 572	4 804 584
Résultat avant charges financières, amortissements et dépréciation des actifs non financiers et charge d'impôt sur le résultat	101 420	60 943	162 363	179 149	61 406	240 555
Produits financiers			(5 333)			(5 262)
Dépréciation du goodwill			–			(117 000)
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers			(115 735)			(149 736)
Résultat opérationnel ^(a)			41 295			(31 443)
Produits financiers			5 333			5 262
Charges financières			(20 576)			(34 729)
Résultat avant la charge d'impôt sur le résultat			26 052 \$			(60 910) \$

(a) Pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012, ces montants incluent une charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts totalisant 44 268 \$ avant impôt (71 343 \$ avant impôt en 2011) (note 5.4).

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

29. Résultat par action

Le tableau suivant présente le calcul du résultat net de base et dilué par action :

	2012	2011
Résultat net attribuable aux propriétaires de RONA inc. ^(a)	17 297 \$	(78 382) \$
Dividendes sur actions privilégiées, incluant les impôts y afférents	(9 268)	(7 985)
Résultat net attribuable aux actions participantes	8 029	(86 367)
Nombre d'actions (en milliers)		
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du résultat net de base par action attribuable aux propriétaires de RONA inc.	122 851	129 984
Effet de dilution des options d'achat d'actions ^(b)	-	-
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du résultat net dilué par action attribuable aux propriétaires de RONA inc.	122 851	129 984
Résultat net par action attribuable aux propriétaires de RONA inc.		
De base	0,07 \$	(0,66) \$
Dilué	0,07 \$	(0,66) \$

- (a) Pour l'exercice terminé le 30 décembre 2012, ces montants incluent une charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts totalisant 44 268 \$ avant impôt (71 343 \$ avant impôt en 2011) (note 5.4). De plus en 2011, le résultat net attribuable aux propriétaires de RONA inc. inclut une charge de dépréciation du goodwill de 117 000 \$.
- (b) Au 30 décembre 2012, 1 993 210 options d'achat d'actions ordinaires (2 574 175 options en 2011) n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat net dilué par action attribuable aux propriétaires de la société parce que ces options ont un effet antidilutif.

30. Transactions avec les parties liées**Transactions avec les principaux dirigeants**

Les principaux dirigeants de la société sont composés des membres du conseil d'administration, du président et chef de la direction et des premiers vice-présidents. Pour les exercices terminés le 30 décembre 2012 et le 25 décembre 2011, leurs rémunérations sont composées de la façon suivante :

	2012	2011
Avantages du personnel à court terme	3 211 \$	5 592 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	496	997
Paiements fondés sur des actions	2 771	(780)
Prestation de cessation d'emploi	4 519	-
	10 997 \$	5 809 \$

Les avantages du personnel à court terme consistent en une rémunération forfaitaire en espèces, des jetons de présence ainsi que des honoraires pour les membres du conseil d'administration. Pour le président et chef de la direction, ainsi que pour les premiers vice-présidents, cette rémunération est composée principalement d'un salaire et d'une prime incitative à court terme basée sur des mesures de performances individuelles et des objectifs de la société. Le président et chef de la direction et les premiers vice-présidents ont aussi droit à divers avantages indirects, dont une allocation d'automobile, des soins médicaux et des services de planification financière.

Les avantages postérieurs à l'emploi, pour le président et chef de la direction, consistent en un régime de base à prestations définies, ainsi qu'un régime complémentaire à prestations définies. Les prestations au titre de ces régimes sont calculées à partir du nombre d'années de service, multiplié par 2 % de la moyenne des trois meilleures années de salaire (sujet aux limites applicables).

Le régime de retraite à l'intention des premiers vice-présidents est composé d'un régime de base à cotisations définies et d'un régime complémentaire, qui est un régime à prestations définies. Le régime de base vise à accumuler sur une base annuelle à compter du 1^{er} janvier 2000, le montant maximal autorisé par les autorités fiscales. Le régime complémentaire, jumelé au régime de base, vise à fournir aux premiers vice-présidents un revenu de retraite correspondant à l'accumulation annuelle à compter du 1^{er} janvier 2000 de 18 % de la rémunération annuelle versée au cours d'une année donnée, majorée d'un rendement annuel. Le régime complémentaire comprend un critère d'acquisition sur une période de 10 ans en ce qui concerne l'acquisition des droits relatifs à la contribution de l'employeur et certaines restrictions en matière de non-concurrence.

Les paiements fondés sur des actions consistent en des UAD, des UANR et des options d'achat d'actions qui sont décrites à la note 23.

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 30 décembre 2012 et au 25 décembre 2011

(en milliers de dollars canadiens)

30. Transactions avec les parties liées (suite)**Transactions avec les filiales et les coentreprises**

RONA inc. est la partie qui exerce le contrôle ultime de la société.

Les transactions entre la société et ses filiales, qui sont des parties liées, sont éliminées lors de la consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Les transactions entre la société et ses coentreprises, qui sont des parties liées et qui n'ont pas été éliminées lors de la consolidation, sont résumées ci-dessous :

	<u>2012</u>		<u>2011</u>
Ventes de marchandises	41 592	\$	35 882
Contrats de location	1 646		1 604
Clients et autres débiteurs	2 087		3 510

Sauf indication contraire, aucune de ces transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales.

La liste des principales filiales de la société, qui sont toutes canadiennes, et la proportion de la participation et des droits de vote détenus, est la suivante :

	<u>2012</u>		<u>2011</u>
RONA Revy inc.	100	%	100
4536631 Canada inc.	100	%	100
7594828 Canada inc.	100	%	100
Société en commandite 220 Immobilière	100	%	100
Totem Building Supplies Ltd.	-	%	100
4338553 Canada inc.	-	%	100
Buildrite Centres inc.	-	%	100

Durant l'exercice terminé le 30 décembre 2012, la société Totem Building Supplies Ltd. a été fusionnée avec RONA Revy inc. De plus, les sociétés 4338553 Canada inc. et Buildrite Centres inc. ont été fusionnées avec 4536631 Canada inc.

// MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ROBERT CHEVRIER

Président exécutif du conseil d'administration de RONA et président du conseil d'administration d'Uni-Sélect

SUZANNE BLANCHET

Présidente et chef de la direction de Groupe Cascades Tissu (fabricant de papiers) et administratrice de sociétés

RÉAL BRUNET

Administrateur de sociétés

LOUISE CAYA

Vice-présidente et secrétaire de Thomas Caya (1982) inc. (quincaillerie affiliée exploitée sous la bannière RONA L'Express matériaux) et vice-présidente et contrôleuse d'Industrie Fabco inc. (kiosques et abris préfabriqués)

BERNARD DORVAL

Administrateur de sociétés

GUY DUFRESNE

Administrateur de sociétés

RICHARD FORTIN

Administrateur de sociétés

BARRY GILBERTSON

Directeur au sein de Barry Gilbertson Consultancy (firme d'experts-conseils en immobilier, basée au Royaume-Uni) et administrateur de sociétés

JEAN-GUY HÉBERT

Administrateur de sociétés et président de Maximat inc. (société de portefeuille), de Maximat Granby inc. (société de portefeuille), d'Horizon Devcow inc. (immobilier) et de 9060-4976 Québec inc., (exploitant un magasin sous la bannière RONA L'entrepôt à Granby), vice-président de 9066-7403 Québec inc. (exploitant un magasin sous la bannière RONA L'entrepôt à St-Hyacinthe) et de Rocvale Produits de Béton inc.

GEOFF MOLSON

Président et chef de la direction du Club de hockey Canadien inc., d'evenko, du Centre Bell et administrateur de sociétés

JAMES PANTELIDIS

Président du conseil d'administration de EnerCare inc. (chauffage), de Parkland Fuel Corporation (industrie de l'énergie en aval) et administrateur de sociétés

ROBERT PARÉ

Avocat en droit corporatif et associé de Fasken Martineau Dumoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. (cabinet d'avocats) et administrateur de sociétés

JEAN-ROCH VACHON

Président du conseil d'administration d'Investissements J.R.V. (société de portefeuille) et administrateur de sociétés

WESLEY VOORHEIS

Associé au sein de Voorheis & Co. LLP (cabinet d'avocats), directeur général, VC & Co. Incorporated et administrateur de sociétés

// MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

DOMINIQUE BOIES

Chef de la direction par intérim et premier vice-président et chef de la direction financière

MANON BOUCHARD

Première vice-présidente, Commercialisation

PAUL JOVIAN

Vice-président principal, Chaîne d'approvisionnement

CHRISTIAN PROULX

Vice-président principal, Personnes et culture

LUC RODIER

Premier vice-président, Détail

KARIM SALABI

Premier vice-président, Marketing

AGENT DE TRANSFERT

SOCIÉTÉ DE FIDUCIE COMPUTERSHARE DU CANADA

700-1500, rue University, Montréal (Québec) H3A 3S8

BANQUIERS

Banque de Montréal
Banque de Nouvelle-Écosse
Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada
Caisse Centrale Desjardins

AUDITEURS EXTERNES

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

POUR RENSEIGNEMENTS

FRANCE CHARLEBOIS

Secrétaire corporatif et chef des services juridiques
T. 514 599 5900, poste 5155 / france.charlebois@rona.ca

STÉPHANE MILOT

Vice-président, Finances et relations avec les investisseurs
T. 514 599 5951 / stephane.milot@rona.ca

SIÈGE SOCIAL DE RONA

220, chemin du Tremblay, Boucherville (Québec) J4B 8H7
T. 514 599 5100

DATES IMPORTANTES

FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE : 29 décembre 2013

DATES DE DIFFUSION DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Premier trimestre : 14 mai 2013
Deuxième trimestre : 14 août 2013
Troisième trimestre : 13 novembre 2013
Quatrième trimestre : 20 février 2014

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES : 14 mai 2013

RONA INC.

220, CHEMIN DU TREMBLAY
BOUCHERVILLE (QUÉBEC)
CANADA J4B 8H7
T. 514 599 5100
WWW.RONA.CA
RAPPORTDAVENIR.RONA.CA

« C'EST UN MOMENT TRÈS IMPORTANT DANS L'HISTOIRE DE RONA. À COURT TERME, NOUS DEVONS FAIRE FACE À DES CONDITIONS DE MARCHÉ DIFFICILES, AVEC DES INDICATEURS CLÉS À LA BAISSÉ. CEPENDANT, LES FONDEMENTS DE L'INDUSTRIE DE LA RÉNOVATION – CONSTRUCTION RESTENT SOLIDES. GRÂCE AU PLAN DE TRANSFORMATION 2013-2015, JE CROIS FERMEMENT QUE RONA S'ASSURERA D'UNE CROISSANCE RENTABLE ET SE TAILLERA UNE PLACE PARMİ LES MEILLEURS JOUEURS DANS NOS SECTEURS D'ACTIVITÉS STRATÉGIQUES. »

DOMINIQUE BOIES

Chef de la direction par intérim
et premier vice-président
et chef de la direction financière



RONA

rapportdavenir.rona.ca